



Citizenship & Globalization

Exploring Participation and Democracy
in a Global Context

Citoyenneté & Mondialisation

Exploration de la Participation et de la Démocratie
dans un Contexte Demondialisation

Symposium | June 2002
Actes du symposium | Juin 2002

The Carol Institute | The Canadian Commission for UNESCO | Langara College Continuing Studies
Le Carol Institute | Commission Canadienne pour l'UNESCO | Langara College Continuing Studies

Citoyenneté et mondialisation

Citizenship and Globalization

THE CAROLD
INSTITUTE
FOR THE
ADVANCEMENT
OF CITIZENSHIP
IN SOCIAL CHANGE

Citoyenneté et mondialisation

Exploration de la participation et de la
démocratie dans un contexte de mondialisation

ACTES DU SYMPOSIUM : JUIN 2002

LE CAROLD INSTITUTE
COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO
LANGARA COLLEGE CONTINUING STUDIES

SECRÉTÉRIAT/RÉDACTION | RECORDER/WRITER
ÉDITION | MANAGING EDITOR
PHOTOGRAPHIE | PHOTOGRAPHS
COUVERTURE | COVER

Citizenship and Globalization

Exploring Participation and
Democracy in a Global Context

SYMPOSIUM : JUNE 2002

THE CAROLD INSTITUTE
THE CANADIAN COMMISSION FOR UNESCO
LANGARA COLLEGE CONTINUING STUDIES

Jessie Smith
Leslie Kemp
Elaine Brière
Rand Berthaudin / Pause Communications

Tables des matières

<i>Remerciements</i>	6
<i>Introduction</i>	10
<i>Sommaire</i>	14
<i>Au début</i>	18
<i>Quatre perspectives sur la citoyenneté et la démocratie</i> <i> dans un contexte de mondialisation</i>	24
<i>Leçons apprises et questions pour</i> <i> relancer la discussion et le dialogue</i>	38
<i>Thèmes émergents des petits groupes de discussion</i>	56
<i>En route de ligne</i>	66
ANNEXE 1: <i>Participants et personnes-ressources</i>	72
ANNEXE 2: <i>Commanditaires</i>	80
ANNEXE 3: <i>Hyperliens de référence</i>	84

Table of Contents

<i>Appreciation</i>	7
<i>Introduction</i>	11
<i>Executive Summary</i>	15
<i>In the Beginning</i>	19
<i>Four Perspectives on Citizenship and Democracy</i> <i>in a Global Context</i>	25
<i>Lessons Learned and Questions for Further</i> <i>Discussion and Dialogue</i>	39
<i>Themes Arising from Small Group Discussions</i>	57
<i>In the End...</i>	67
APPENDIX 1: <i>Participants and Resource People</i>	73
APPENDIX 2: <i>Sponsoring Organizations</i>	81
APPENDIX 3: <i>Web Sites</i>	85

Remerciements

Les mouvements sociaux consacrent nécessairement une partie importante de leur temps à faire des revendications pour l'avancement de leurs causes respectives et la défense de leurs visions du monde.

Ce Symposium a choisi une approche différente. L'idée de départ consistait à regrouper des personnes oeuvrant surtout au sein d'organismes qui formulent des critiques sérieuses sur le rôle des entreprises multinationales dans l'économie mondiale et l'impact de celles-ci sur la gouvernance démocratique, la justice sociale et économique, ainsi que sur la santé de l'environnement. Ceux qui ne partagent pas ce point de vue disposent déjà de leurs propres forums.

Par contre, les leaders des mouvements sociaux disposent de trop peu d'opportunités pour se rencontrer, échanger et comparer leurs points de vue.

Dans un premier temps, le Symposium visait à découvrir, au-delà de leurs critiques des systèmes actuels, les modèles actuels de développement démocratique et les visions du monde poursuivis par les mouvements sociaux, ainsi que leur signification pour l'exercice de la citoyenneté au niveau local et mondial. De plus, il cherchait à découvrir, au sein de leurs critiques du capitalisme mondial et de leurs visions spécifiques du monde, ce que ces mouvements peuvent avoir en commun et à partager, leurs divergences et les façons dont ils peuvent mutuellement se compléter.

Le lecteur trouvera dans ce rapport des valeurs et des idées véritablement partagées. Idéalement, ces réflexions devraient faciliter des débats rigoureux et nécessaires au sein des mouvements sociaux.

Pour édifier une citoyenneté démocratique tant au plan local que mondial, quels sont les changements nécessaires à apporter à nos systèmes de gouvernance actuels? Quelles nouvelles structures et pratiques seront requises? Quel leadership et quels rôles les mouvements sociaux et les organismes bénévoles devront-ils exercer pour atteindre nos objectifs?

Nos remerciements vont à tous les participants du Symposium, des personnes-ressources inestimables et, d'une façon plus spécifique, aux auteurs des documents de travail qui ont orienté nos échanges: John Foster, Lorraine Guay, Elizabeth May et Nancy

Appreciation

Much of the time of social movements is, of necessity, spent advocating for their own cause and in defending their own worldview.

This symposium took a different approach. By intention it was a gathering only of people whose organizations share serious criticisms about the corporate global economy and its impact on democratic governance, on social and economic justice, and on the health of the environment. Those who differ have their own forums.

There are too few opportunities for leaders in social movements to take time out, come together, and compare notes.

One purpose of this Carold symposium was to discover—beyond their criticisms of current systems—what kinds of democratic worldviews the social movements themselves are pursuing, and their meanings for local and global citizenship. A second was to discover in their critiques of global capitalism, and in their pursuit of their worldviews what these movements might find they shared, where they might differ, and how they might complement each other.

The reader will find in this report values and outlooks that are indeed shared. Hopefully it will facilitate the rigorous debate and discussion that are so needed among social movements:

To build democratic citizenship locally and globally what changes are required of our existing systems of governance? What new structures and practices are required? What are the leadership roles of social movements and of voluntary action?

Our thanks to the symposium participants (all of whom were resource people in the full sense of the term), and in particular, to those who prepared the papers that helped us to focus our discussions so effectively: John Foster, Lorraine Guay, Elizabeth May and Nancy Neamtan. Thank you also to Warren Allmand for his thoughtful and wise comments as the symposium respondent, and to Budd Hall for the genial and knowledgeable manner in which he facilitated the proceedings.

We greatly appreciate the time, interest and imagination that the participants found in their very busy lives to invest in this event.

— Michael Clague
Carold Institute

Neamtan. Merci également à Warren Allmand pour ses commentaires avisés et réfléchis comme commentateur principal de ce Symposium et à Budd Hall pour la manière agréable et expérimentée dont il a assuré le déroulement des travaux.

Nous sommes grandement reconnaissants envers les participants pour le temps, l'intérêt et l'imagination qu'ils ont su dégager de leurs vies très actives pour le consacrer à cet événement.

– *Michael Clague*

Carold Institute

Introduction

Ce Symposium est le deuxième événement organisé par le Carold Institute. Comme organisme bénévole dont le but est de développer une meilleure compréhension de l'engagement et des organismes bénévoles dans un contexte de «citoyenneté au sein du changement social», nous avons tenté, pour reprendre l'expression d'un des participants, de fournir un lieu et du temps pour réfléchir sur ce que nous faisons et sur la manière dont nous le faisons.

Dans notre travail, nous avons rencontré une distinction, ou peut-être une division, entre les organismes à but non lucratif qui répondent aux besoins des individus ou des groupes, désignés comme «organismes de services» et les «organismes de pression» qui aspirent à transformer le monde. Sans devoir pour autant accepter cette distinction, nous avons cru opportun de rencontrer les représentants de ces catégories d'organismes séparément. En 1999, à Toronto, au George Brown College, nous avons invité principalement des représentants «d'organismes de services». Le rapport de cette rencontre, le «Symposium Clare Clark Memorial», est disponible.

Généreusement coparrainée par la Commission canadienne pour l'UNESCO à l'occasion de son 45^e anniversaire, cette rencontre s'est tenue à Vancouver, au Langara College. Essentiellement, nous croyons qu'en tenant compte de nos ressources limitées, la meilleure contribution que nous puissions apporter pour favoriser l'engagement et les organismes bénévoles au Canada est d'aider tous les Canadiens à réfléchir systématiquement sur sa vitalité et son potentiel. Dans ce cadre, nous estimons essentiel d'aborder la question d'une «citoyenneté mondiale choisie» et de réfléchir sérieusement sur sa signification.

Nous avons ciblé quatre thèmes qui, selon la perception des participants, ont été associés à des «mouvements»: les femmes («*Nous marchons pour du pain et des roses, non seulement pour gagner notre vie mais pour que notre vie ait un sens.*»), les droits de la personne («*L'origine commune de tant de blessures*»), l'économie sociale («*Nous avons besoin de démontrer que nous progressons et que nous disposons de stratégies articulées pour avancer. Il est difficile de passer de la démarche critique d'un système à une démarche constructive pour en élaborer un nouveau, mais c'est ce que signifie l'économie sociale.*») et l'environnement («*Comment les mouvements sociaux*

Introduction

This is the second Symposium held by the Carold Institute. As a voluntary organization whose purpose is the greater understanding of voluntary action and organizations within the context of “citizenship in social change” we have tried to, in the words of one of our participants, provide both time and space to reflect on what we do and how we do it.

We have encountered in our work a distinction, perhaps a division, between those voluntary organizations who respond to the needs of individuals or groups, called “service organizations” and those who wish to change the world, called “advocacy organizations. Without necessarily accepting the value or functionality of that distinction, we believed that we should meet with representatives of each group of organizations separately. In 1999, in Toronto, at George Brown College, we invited representatives of mainly “service” organizations to meet with us. The Report of that meeting, the “Clare Clark Memorial Symposium” is available.

This meeting, co-sponsored generously by the Canadian Commission for UNESCO on its 45th anniversary, was held in Vancouver, at Langara College. Essentially we believe that with our limited resources the best service we can devote to voluntary life in Canada is to help all Canadians think systematically about its vitality and potential. In this case we found that we were required to consider “intentional global citizenship” and to reflect deliberately on its meaning.

We chose four themes; they turned out to be “movements” in the eyes and imaginations of our participants: Women, “*We march for Bread and for Roses. Not just to make a living but to make living worth while*”; Human Rights, “*A central reference point for so many wounds*”; the Social Economy, “*We need to show that we are making progress and that we have sophisticated strategies to move forward. It is difficult to move from critiquing a system to building a new one but that is what the social economy is all about*,” and The Environment, “*How can social movements cope effectively with the emerging strength and power of international trade agreements?*”.

As the Report says there are many unanswered questions. Hopefully, some of them are newly stated questions and they will be considered by a wider audience. On the other hand, there are some new

peuvent-ils composer efficacement avec la force et le pouvoir émergents des accords commerciaux internationaux?»).

Selon le Rapport, plusieurs questions demeurent sans réponse. Espérons que certaines questions récemment formulées seront reprises et débattues par un auditoire plus vaste. D'autre part, de nouvelles perceptions ont fait surface. Sans doute la plus impressionnante de ces perceptions résulta de la séance de remuement lors de l'ouverture du Symposium sur les personnes et les événements significatifs pour les participants. L'importance accordée à la réussite fut surprenante. Une participante confirma comprendre maintenant pourquoi elle était si fatiguée. D'autres perceptions émergèrent classées sous des rubriques telles que la nécessité de travailler simultanément au niveau micro et macro, la nécessité de comprendre les événements et les organismes de l'intérieur comme de l'extérieur et d'en être à la fois les observateurs et les participants, l'essentielle «tolérance sur le terrain, la capacité d'accueillir les divergences de croyances et de pratiques» et la nécessité d'examiner chaque compromis possible. Par ailleurs, il est apparu que la distinction établie entre les organismes de «services» et «de pression» était trompeuse. Advenant son application, la récente proposition du Gouvernement canadien visant à abolir la limite financière imposée aux organismes de charité pour leurs activités de défense des droits, leurs activités dites de «pression», pourrait bien faire disparaître la dernière distinction fonctionnelle entre ces deux types d'organismes.

Enfin, grâce à l'apport primordial du mouvement écologiste, il est maintenant évident que personne n'échappe à la mondialisation, sous une forme ou l'autre. «Si nous ne relevons pas ces défis sur le plan mondial, ceux-ci feront tôt ou tard surface sur le plan local».

Le Carold Institute et tous les participants à ce Symposium ont largement matière à réflexion. Nous sommes ouverts aux suggestions et conseils sur nos orientations d'avenir. Nous ne devons surtout pas oublier de remercier, au nom de tous les participants, Michael Clague et Leslie Kemp qui ont documenté et organisé le Symposium, Diane Laberge qui a concrétisé une coopération souhaitable avec la Commission canadienne pour l'UNESCO, ainsi que Doug Soo et l'équipe du Langara College. Puissiez-vous aller en paix et croître en compréhension.

— Alan Thomas
Président, Carold Institute

insights. Perhaps one of the most impressive was a result of the opening “brain-storming” on events and persons significant to the participants. Achievement was a surprising outcome. One participant acknowledged that now she knew why she was so tired. There were others, codified by such terms: as understanding that it is necessary to work on both “micro and macro” challenges; that is necessary to understand, and be, both “outside and inside” events and organizations; and that it is essential to “tolerate, in fact, welcome, differences of belief and practice” and to examine every potential “compromise”. It became apparent to consider that the distinction between “service” and “advocacy” organizations is a false one, and that the recent proposal to the Canadian Government to remove the financial limit on advocacy for “registered charities”, if implemented, may dissolve the last existing functional distinction between the two.

Finally, with the primary help of the environmental movement, it became apparent that no one escapes globalization in one form or another. “If we do not deal with issues at the global level they will end up on our local door step”.

The Carold Institute, and all the participants, have much to reflect upon. We would welcome advice and counsel on our future directions. We would be remiss, on behalf of all of the participants, to overlook thanking Michael Clague and Leslie Kemp who informed and organized the Symposium; Diane Laberge who effected the welcome cooperation with the Canadian Commission for UNESCO; and Doug Soo and the staff of Langara College. May you go in peace and understanding.

– *Alan Thomas*
President

Sommaire

En juin 2002, le Carold Institute organisait le Symposium «*Citoyenneté et mondialisation: exploration de la participation et de la démocratie dans un contexte de mondialisation*». Le but de ce Symposium était de contribuer à la compréhension informée des mouvements sociaux, de leur contribution au développement démocratique des institutions et à la participation démocratique, aux niveaux local comme mondial.

Le Symposium était présidé par le Professeur Budd Hall, doyen de la Faculté d'éducation de l'Université de Victoria. L'Honorable Warren Allmand, président sortant de Droits et démocratie et ex-député, agissait en tant que commentateur officiel du Symposium.

Le Carold Institute invita quatre éminents conférenciers, représentatifs de quatre mouvements sociaux clés, à présenter des textes de discussion: John Foster, Institut Nord Sud (*Les droits de la personne*); Lorraine Guay, Marche mondiale des femmes (*Les femmes*); Elizabeth May, Sierra Club du Canada (*L'environnement*) et Nancy Neamtan, Chantier de l'économie sociale (*L'économie sociale*). Provenant de tous les coins du pays, vingt-cinq participants investis d'une expérience considérable au sein de ces quatre mouvements sociaux, furent invités au Symposium.

Ce rapport résume les principaux enjeux soulevés par les présentateurs. M. Foster mis l'accent sur l'utilisation accrue des questions relatives aux droits de la personne en vue d'inciter le changement social. Mme Guay fit un exposé documenté des expériences associées à la Marche mondiale des femmes, qui mobilisa des groupes de femmes de tous les secteurs d'activités dans le monde. Mme May détailla les mécanismes par lesquels les accords commerciaux internationaux créent des impacts négatifs affectant l'environnement et la démocratie. Mme Neamtan expliqua le concept d'*économie sociale*, ainsi que les modes de coopération prévalant dans le monde et visant à promouvoir des économies durables fondées sur les besoins.

Le contenu essentiel de ce rapport se retrouve dans le chapitre *Leçons apprises et questions pour relancer la discussion et le dialogue*. Les titres listés ci-après réfèrent à chacune des dix-huit (18) *leçons apprises*; le rapport complet élabore davantage les aspects spécifiques à chaque leçon et inclut les questions correspondantes, issues de chacun des thèmes récurrents.

Executive Summary

In June, 2002 The Carold Institute organized a Symposium on *Citizenship and Globalization: Exploring Participation and Democracy in a Global Context*. The goal of the Symposium was to contribute to an informed understanding of extra-parliamentary movements and their contribution to furthering democratic institutions and participation, locally and globally.

The Symposium was chaired by Professor Budd Hall, Dean of the Faculty of Education at the University of Victoria. The Honourable Warren Allmand, past President of Rights and Democracy, and former Member of Parliament, was the Symposium's official Commentator.

Carold invited four prominent speakers representing four key social movements to present papers for discussion: John Foster, North South Institute (on *Human Rights*); Lorraine Guay, World March of Women (on *Women*); Elizabeth May, Sierra Club of Canada (on the *Environment*); and Nancy Neamtan, Chantier de l'économie sociale (on the *Social Economy*). Twenty-five participants from across the country were invited to the Symposium based on their extensive experience in these four social movements.

This report summarizes the main points raised by each of the presenters. Foster focused on the increased use of human rights rubrics to press for social change. Guay documented the experiences of the World March of Women in organizing women from all walks of life from across the world. May detailed the ways in which international trade agreements negatively affect both the environment and democracy as we know it. Neamtan explained the concept of a social economy and how people from around the world are working together to promote sustainable, needs based economies.

The bulk of this report is found in the section *Lessons Learned and Questions for Further Discussion and Dialogue*. The title of each of the 18 *Lessons Learned* is presented here; the full report elaborates on the meaning of each and includes the corresponding questions that arose from each of these reoccurring themes.

- Shifting Paradigms
- Working for Change on both the Micro and Macro Levels

- Changement de paradigmes
- Travailler pour le changement tant au niveau micro que macro
- Nécessité d'une approche stratégique tant de l'intérieur que de l'extérieur
- Stratégie et notion de compromis
- Coopérer avec les jeunes et apprendre d'eux
- King et Gandhi contre la «Politique du bâton»
- Vive le pluralisme!
- Confronter les idées réactionnaires
- Mobiliser une résistance efficace face à la défaite
- Tous nos mouvements sont menacés par les accords commerciaux internationaux
- Se réapproprier notre vocabulaire
- Tous les droits sont interreliés
- Devenir des citoyens du monde par choix
- Apprendre du passé et valoriser nos histoires

Les quatre leçons finales apprises sont fondées sur les quatre thèmes principaux sélectionnés, aux fins de la discussion en petits groupes:

- Convergence
- Stratégies économiques alternatives au niveau local
- Les mouvements sociaux et l'État
- Nouveaux modèles de gouvernance mondiale

En bout de ligne, nous avons plus de questions que de réponses. Issues de trois journées d'échanges, ces questions serviront à inspirer les groupes et les individus qui continueront à débattre les enjeux importants soulevés lors de ce Symposium. C'est là que réside notre espoir.

Bien que la conjoncture actuelle interpelle à la fois la participation citoyenne et la démocratie, nous ne devons pas oublier pour autant les jalons de nos victoires passées. Tout changement social positif est tributaire d'une action organisée des citoyens: l'apartheid est révolu, le Mur de Berlin est tombé et le Timor-Oriental est une nation indépendante. Il appartient aux mouvements sociaux de continuer à revendiquer pour ouvrir de nouveaux espaces politiques, favorables à la mise en oeuvre de ces changements positifs.

- Inside / Outside Strategies are Both Necessary
- Being Strategic and the Notion of Compromise
- Working with (and learning from) Youth
- King and Gandhi Versus Sticks and Stones
- Vive le Pluralism!
- Dealing with Reactionary Voices
- Mobilizing Effective Resistance in the Face of Defeat
- All our Movements are Threatened by International Trade Agreements
- Reclaiming our Vocabulary
- All Rights are Interconnected
- Global Intentional Citizens
- Learning from the Past and Valuing our Histories

The final four *Lessons Learned* are based on four key themes that were chosen for small group discussion:

- Convergence
- Alternative / Local Economic Strategies
- Social Movements and the State
- New Forms of Global Governance

In the end we are left with more questions than answers. The hope is that the questions that came out of the three days of discussions will inspire groups and individuals to continue to debate and discuss the important issues raised at this Symposium.

Although the current conjuncture challenges both citizen participation and democracy, we cannot forget our successes over time. All positive social change has come about only because of organized citizen action: Apartheid is over, the Berlin Wall has crumbled, and East Timor is an independent nation. It is up to social movements to continue to press for the opening of political spaces that allow such positive changes to take place.

Au début . . .

*«En réalité, nous
avons beaucoup
accompli. Nous
n'avons pas perdu
notre temps comme
citoyens.»*

COMMENTAIRES DES
PARTICIPANTS SUR
CET EXERCICE
CRÉATIF

Organisé par le Carold Institute, le Symposium *Citoyenneté et mondialisation: exploration de la participation et de la démocratie dans un contexte de mondialisation* s'est déroulé du 14 au 16 juin, 2002, au Langara College à Vancouver, en Colombie Britannique. Plus de trente (30) participants et personnes-ressources s'y réunissaient pour partager des idées et débattre des thèmes importants auxquels les mouvements sociaux font face, dans le contexte d'une mondialisation croissante.

L'objectif de ce Symposium: contribuer à une compréhension informée des mouvements sociaux et de leur contribution à l'avancement démocratique des institutions et à la participation démocratique, sur le plan local autant qu'international. Le Symposium réunissait des participants venant de partout au Canada et investis d'une expérience considérable au sein de quatre mouvements sociaux: l'environnement, les droits de la personne, l'économie sociale et les femmes. De plus, quatre chefs de file issus de ces quatre mouvements, ont présenté des textes de réflexion pour orienter et initier les discussions au programme: M. John Foster, Institut Nord-Sud (Les droits de l'homme), Mme Lorraine Guay, Marche mondiale des femmes (Les femmes), Mme Elizabeth May, Sierra Club du Canada (L'environnement) et Mme Nancy Neamtan, Chantier de l'économie sociale (L'économie sociale).

Le Symposium était présidé par le professeur Budd Hall, doyen de la Faculté d'éducation de l'Université de Victoria. Alors que le Symposium aborda des questions aussi nombreuses que complexes, l'expérience du professeur Hall dans le domaine de l'éducation des adultes s'avéra inestimable pour baliser les débats des participants. Il a su modérer les échanges afin que toutes les opinions soient entendues. L'Honorable Warren Allmand, président sortant de Droits et démocratie et ex-député, a agi en qualité de commentateur officiel du Symposium. Dans ses nombreuses interventions, la perspective historique dégagée par M. Allmand sur les structures politiques formelles, les mouvements sociaux et l'interaction entre les deux, a fourni un canevas et une analyse utiles à la discussion.

La soirée d'ouverture du Symposium permit à tous de faire connaissance et d'établir le contexte des discussions des deux journées suivantes. Présentations faites, les participants ont été invités à re-

In the Beginning . . .

The Carold Symposium *Citizenship and Globalization: Exploring Participation and Democracy in a Global Context* ran from June 14-16, 2002, at Langara College in Vancouver, BC. Over 30 participants and resource people came together to share ideas and debate important themes facing social movements in the context of an increasingly globalized world.

The purpose of this Symposium was to contribute to an informed understanding of extra-parliamentary movements and their contribution to furthering democratic institutions and participation, locally and globally. The Symposium brought together participants from across Canada with extensive experience in four social movements: environment, human rights, social economy, and women. In addition, four leaders from these four movements presented papers to provide focus and initial content for the discussions that followed: John Foster, North South Institute (on Human Rights); Lorraine Guay, World March of Women (on Women); Elizabeth May, Sierra Club of Canada (on Environment); and Nancy Neamtan, Chantier de l'économie social (on the Social Economy).

The Symposium was chaired by Professor Budd Hall, Dean of the Faculty of Education at the University of Victoria. Even though the Symposium took on many (complex) issues at once, Hall's experience in adult education proved invaluable for helping keep participants on track. Hall made sure that everyone's voice was heard. The Honourable Warren Allmand, past President of Rights and Democracy, and former Member of Parliament, was the Symposium's official Commentator. Allmand's historical perspective on formal political structures and social movements – and the interaction between the two – ensured that his regular interjections provided a useful synopsis / analysis of the discussion.

The opening evening of the Symposium gave everyone a chance to get to know each other and set the stage for the discussions for the following two days. After introductions participants were invited to create a time-line that represented the evolution of social movements and their involvement in them. The bottom of the 'map' documented the people that have inspired Symposium participants over the years:

'In fact we've done a lot. We have not been wasting our time as citizens.'

COMMENTS FROM

SYMPOSIUM

PARTICIPANTS ON

THIS CREATIVE

EXERCISE

«We're not about
raising hell, we're
about lowering
heaven.» TIRÉ DU

DOCUMENTAIRE,

A SCORE OF

WOMEN'S VOICES

présenter sur un graphique leur parcours, l'itinéraire de leur engagement à travers l'évolution des mouvements sociaux. Dans la partie inférieure de cette «carte», ils ont identifié les personnalités qui ont su les inspirer et les influencer au cours des années.

Cette carte s'étalait de la date de création du Sierra Club, en 1892, à celle du 2^e Forum social mondial de Porto Alegre tenu au Brésil, en janvier 2002. Naturellement, l'intérêt des participants s'est surtout porté sur les dernières décennies. De fait, ceux-ci se sont d'abord attardés aux années 1970 et 1980, ces périodes correspondant au début de leur engagement au sein des mouvements sociaux. Les périodes précédentes exigèrent plus de temps de réflexion.

Parmi les faits les plus marquants, on note:

Les droits des femmes, la fondation de l'Organisation des Nations Unies (ONU), la mise en place du régime d'assurance-santé, la création du Service universitaire canadien outre-mer (SUCO), d'Oxfam, d'Inter Pares et de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), la crise d'octobre et la loi sur les mesures de guerre, les conventions internationales sur les droits civils et politiques, et sur les droits économiques, sociaux et culturels, l'Assemblée des Premières-Nations, le mouvement anti-nucléaire, la chute du Mur de Berlin, le SIDA, l'Accord de libre-échange (ALENA), le Protocole de Montréal, la conférence de l'ONU sur l'environnement à Rio, la crise d'Oka, l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI), la «Bataille de Seattle», la Marche mondiale des femmes, le Sommet sur la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), le 11 septembre . . .

Et les noms de personnalités qui ont inspiré nos actions au fil des ans:

Thérèse Casgrain, Roby Kidd, Simone de Beauvoir, Bob Dylan, John Kenneth Galbraith, Normand Bethune, Rachel Carson, Franz Fanon, René Lévesque, Martin Luther King, Margaret Mead, Ralph Nader, Leonard Peltier, Benoîte Groulx, Helen Caldicott, Liisa North, Marilyn Waring, Madeleine Parent, Bell Hooks, Pat Mooney, Alain Lipietz, David Suzuki, Maude Barlow, Vandana Shiva, Nelson Mandela . . .

«Je regarde tout cela
et je comprends
pourquoi je suis
fatiguée!»

En fin de soirée, le documentaire *A Score of Women's Voices (Du pain et des roses* en version française) a été présenté. Ce film montre des millions de femmes du monde entier qui, dans le cadre de la Marche mondiale des femmes, sont descendues dans la rue pour dénoncer la pauvreté et la violence. À la fin de la projection, les échanges fusaient de partout. Ce film est provoquant et inspirant. Il a fourni un cadre positif aux discussions fructueuses des deux journées suivantes. Ce documentaire est disponible à l'Office national du film.

Le deuxième jour a principalement porté sur la présentation des documents de réflexion des quatre personnes-ressources.

The time line spanned from the founding of the Sierra Club in 1892, right up to the Second Annual World Social Forum in Porto Alegre, Brazil in January, 2002. Understandably, participants' contributions focused on the last few decades. In fact, at first participants gravitated to the 1970s and 1980s, as this is the period in which most participants became active in social movements. It took more time to fill in the later part of the map.

A few of the highlights include:

Women's Rights, the founding of the UN, medicare, the founding of CUSO, Oxfam, Inter Pares and CIDA, the October Crisis / War Measures Act, International Covenants on Civil / Political Rights and Economic, Social and Cultural Rights, Assembly of First Nations, the anti-nuclear movement, the fall of the Berlin Wall, AIDS, the Free Trade Agreement, the Montreal Protocol, UN Environment conference in Rio, Oka, NAFTA, the Multilateral Agreement on Investment (MAI), the 'Battle of Seattle', World March of Women, Free Trade Area of the Americas Summit, September 11th . . .

The following is a sampling of the names of people that have inspired us to action over the years:

Thérèse Casgrain, Roby Kidd, Simone de Beauvoir, Bob Dylan, John Kenneth Galbraith, Normand Bethune, Rachel Carson, Franz Fanon, René Lévesque, Martin Luther King, Margaret Mead, Ralph Nader, Leonard Peltier, Benoîte Groulx, Helen Caldicott, Liisa North, Marilyn Waring, Madeleine Parent, Bell Hooks, Pat Mooney, Alain Lipietz, David Suzuki, Maude Barlow, Vandana Shiva, Nelson Mandela . . .

At the end of the evening participants were shown the documentary *A Score of Women's Voices*. The film was shot in many different countries, showing women from across the globe organizing for the World March of Women. At the end the room was buzzing; the film is both thought-provoking and inspirational. It set a positive tone for the fruitful discussions over the next two days. *A Score of Women's Voices* is available from the National Film Board.

The focus of the second day was the presentation of the papers prepared by the four resource people.

While this report summarizes the main points raised by each speaker, the richness of their ideas is further developed in the written pieces they submitted. For a more in-depth understanding of the Carold Symposium (and this report), it is best to check out the four papers themselves. They are available on line at www.unesco.ca.

The summary of the presentations is followed by a section called *Lessons Learned and Questions for Further Discussion and Dialogue*. This segment brings together the main themes and issues raised throughout the Symposium. Each 'lesson' is followed by thought-provoking

*'We're not about
raisin' bell, we're
about lowering
heaven.'*

from A SCORE OF

WOMEN'S VOICES

*'I look at that and
I realize why I am
tired!'*

«C'est un
témoignage
remarquable de
l'esprit humain.»

Bien que ce rapport résume les principaux aspects soulevés par chaque conférencier, leurs documents écrits reflètent encore mieux la richesse de leurs idées. Pour une compréhension plus approfondie du Symposium et de ce rapport, nous vous suggérons de référer aux quatre documents de réflexion en question. Vous pouvez consulter ces documents en ligne à l'adresse www.unesco.ca.

Le résumé des présentations est suivi du chapitre *Leçons apprises et questions pour relancer la discussion et le dialogue*. Cette section regroupe les thèmes et les questions principales discutées pendant le Symposium. Chacune des leçons est suivie de questions nourrissant la réflexion et les débats futurs. Le rapport se termine par quelques opinions émises par les participants au Symposium, sur les défis actuels de la participation des citoyens et du développement démocratique dans un contexte de mondialisation, ainsi que sur les étapes à venir.

Étant donné la nature intense des discussions et des débats, il est impossible d'inclure dans ce rapport tous les sages commentaires des participants. Si les discussions ont favorisé le consensus sur certains enjeux, des divergences sont également apparues. Notre objectif, ici, est de montrer la diversité et la richesse des opinions entendues.

questions for future dialogue. This report ends with some thoughts raised by Symposium participants on the challenges facing citizens' participation and democracy in a global context, and where to go next.

Given that the discussion and debate was so engaging, it is impossible to include each grain of wisdom brought forth by participants in this report. While there was much agreement on the broad strokes of the issues presented, points of contention were not uncommon. The goal here is to echo the diversity and richness of the varied voices that were seated at the table.

*'It is a remarkable
testimony to the
human spirit.'*

Quatre perspectives sur la citoyenneté et la démocratie dans un contexte de mondialisation

«*Nous marchons pour du pain et des roses. Non seulement pour gagner notre vie, mais pour que notre vie ait un sens.*»

LORRAINE GUAY

Cette partie présente un résumé des principaux aspects des quatre présentations. Certaines analyses dégagées lors des présentations et des discussions subséquentes sont davantage étayées dans d'autres sections du présent rapport.

Si nos quatre conférenciers ont pu fournir quelques opinions éclairées sur les mouvements qu'ils représentaient, ils n'entendaient cependant pas s'exprimer à titre de porte-parole exclusifs.

Lorraine Guay sur la Marche mondiale des femmes

La présentation de Lorraine Guay a porté sur cinq principaux points:

1) *Le mouvement des femmes existait bien avant la Marche mondiale des femmes.*

La Marche mondiale des femmes est une action qui se situe dans la continuité historique. Les réseaux étaient déjà en place bien avant la Marche et elle a donc pu prendre appui sur les forces existantes.

2) *Pluralisme*

L'autonomie de tous les groupes était une caractéristique importante de la Marche mondiale des femmes; l'action de ces groupes ne répondait pas à un agenda imposé. La Marche mondiale a dû faire face au fait que le «mouvement des femmes» a traditionnellement été dirigé par des femmes blanches de la classe moyenne. La Marche a voulu s'assurer de la participation de tous les groupes de femmes.

Le maintien du principe de pluralisme a posé un défi de taille, celui de tenir compte de la diversité des perspectives reflétées par les femmes et les groupes de femmes dans le monde. La Marche mondiale des femmes a dû «composer avec des divergences très importantes» puisqu'il était difficile «de les intégrer toutes en une seule».

Les divergences les plus importantes ont porté sur le corps de la femme: sexualité, avortement et prostitution. En fin de compte, la Marche mondiale des femmes a déterminé que les groupes de femmes avaient l'option d'accepter ou de rejeter les propositions

Four Perspectives on Citizenship and Democracy in a Global Context

This section presents a summary of the main points made during each of the four presentations. Some of the analysis that came from the presentations and the subsequent discussions is further elaborated later in this report.

It should be noted that all four speakers felt that while they were able to provide insights into the four movements that they represent, their movements are much too broad for them to speak on behalf of the entire movement.

Lorraine Guay on the World March of Women

Lorraine Guay organized her presentation around five points:

- 1) *The women's movement existed long before the World March of Women*
(WMW)

This gave the WMW momentum on the issue as networks were already in place before the WMW began. The WMW was able to build on that strength.

- 2) *Pluralism*

An important aspect of the WMW is that all groups remained autonomous; the work was self-initiated without an agenda imposed from the top. The WMW had to confront the fact that in many ways the 'women's movement' has traditionally been controlled by white middle class women. The WMW wanted to ensure the grassroots participation of all women.

Maintaining the principle of pluralism was challenging in the face of the diversity of perspective brought forth by women and women's groups across the globe. This meant that the WMW had to 'live with some very important differences' as it was difficult to 'carry all these divergent positions all at once.'

The most controversial issues had to do with women's bodies: sexuality, abortion and prostitution. In the end the WMW decided that groups could opt in or opt out when it came to these issues. Some

'We March for

Bread and Roses.

Not just to make a

living, but to make

living worth while.'

LORRAINE GUAY

'How come zoo

keepers are paid

more than day care

workers?'

LORRAINE GUAY

«Comment
explique-t-on que
les préposés d'un
jardin zoologique
gagnent plus que le
personnel d'une
garderie?»

LORRAINE GUAY

relatives à ces questions. Certains groupes se sont sentis trahis par ce compromis et d'autres y ont vu la seule façon d'avancer.

3) *Démocratisation*

À la suite de la Marche mondiale des femmes, le mouvement poursuit ses efforts et continue à privilégier une structure très souple. Cette structure souple permet l'engagement actif des femmes du monde entier, engagement qui n'est plus réservé uniquement à celles qui traditionnellement assument les rôles de chefs de file.

4) *économie et richesse*

La Marche mondiale des femmes avait deux principaux mandats:

1. Promouvoir l'égalité à l'intérieur du système actuel.
2. Remettre en question les fondements du système actuel (c'est-à-dire changer le paradigme actuel en travaillant à l'avènement d'une nouvelle économie utilisant des méthodes progressistes d'organisation de la production et de la consommation).

Un des défis reliés à la mise en œuvre de systèmes économiques alternatifs est de valoriser différemment le travail (par exemple, l'éducation et le soin des enfants, le travail domestique, etc.).

5) *Interaction entre la pauvreté et la violence*

Les bases de la pauvreté et de la violence contre les femmes sont le néolibéralisme (le libre marché) et le patriarcat. Si ces dernières années le mot patriarcat est devenu tabou, la Marche mondiale des femmes l'a réactualisé. Nous devons bien identifier les liens: la violence ne cesse pas avec l'élimination de la pauvreté, et l'élimination de la pauvreté ne nous débarrassera pas du sexisme, ni du racisme.

«Les droits de la
personne sont
formidables. Ce
serait vraiment
bien de les voir
respectés.»

JOHN FOSTER

John Foster sur les droits de la personne

Il semble que de plus en plus de groupes se tournent vers la formule des droits de la personne pour orienter et influencer le changement: les droits de la personne sont en voie de devenir «une référence centrale pour tant de blessures».

En 1998, des Canadiens se rencontraient à Genève, alors que le Canada était appelé à comparaître devant le Comité des Nations Unies sur les droits économiques, sociaux et culturels. Des groupes sociaux étaient présents pour rappeler au gouvernement canadien ses responsabilités en matière de droits de la personne. Ils utilisèrent une stratégie visant à embarrasser le gouvernement, c'est-à-dire que si vous travaillez efficacement avec les médias, ces derniers feront écho à vos propos. Actuellement, des groupes se préparent pour la prochaine évaluation du Canada prévue en 2003, afin d'exercer

felt betrayed by this compromise, but others felt it was the only way to move forward.

3) *Democratization*

The WMW continues its work in the ‘post-March’ era and continues to be based on a very loose structure. This helps ensure that women from across the globe can be actively involved, rather than just those who traditionally take leadership roles.

4) *Economy and Wealth*

The WMW tries to do two main things:

1. Achieve equality within the current system.
2. Challenge the foundations of the current system (i.e., change the current paradigm by working towards a new kind of economy with progressive forms of organizing production and consumption).

Part of the project of building alternative economic systems is to value work differently. This means valuing reproductive work (e.g., caring for children, housework, etc.) appropriately.

5) *Liaison between poverty and violence*

The bases of poverty and violence against women is neoliberalism (the free market) and patriarchy. Though in recent years the term patriarchy has been taboo, the WMW brought it back. We must see the connections: violence does not stop with the elimination of poverty, and the elimination of poverty will not get rid of sexism and racism.

John Foster on Human Rights

It seems that more and more groups are turning to human rights rubrics to affect change: human rights are becoming a ‘central reference point for so many wounds.’

In 1998, Canadians met in Geneva when Canada was reporting to the UN Committee on Economic, Social and Cultural Rights. Social groups were involved in order to remind the Canadian government of its human rights obligations. They used the ‘strategy of embarrassment – which is only useful if you have a megaphone’ (i.e., if you work effectively with the press). Currently groups are busy preparing for Canada’s next review which takes place in 2003, in order once again to put pressure on the government to live up to its human rights obligations.

Foster told the story of his visit the previous day to a friend who works in a legal aid office in Vancouver. He took a picture of her

*‘Work should not
be the only activity
that defines our
lives: we need
conciliation between
work, family,
intimacy, love,
friendship, culture
and citizenship.’*

LORRAINE GUAY

*‘Human rights are
a great thing. It
would be nice if we
really had them.’*

JOHN FOSTER

*«Je suis ici à cause
des John Foster du
monde.»*

PARTICIPANT AU

SYMPOSIUM

encore une fois des pressions sur le gouvernement pour qu'il respecte ses obligations en matière de droits de la personne.

M. Foster a raconté l'histoire de sa visite, la veille, à un ami qui travaille dans un bureau d'aide juridique de Vancouver. Il a photographié la porte du bureau pour garder un souvenir du changement intervenu dans la «nouvelle ère» initiée par Gordon Campbell en Colombie-Britannique: l'affiche «ouvert au public» se lit maintenant «définitivement fermé». Et ce n'est qu'un exemple de nombreux événements du genre qui ont restreint l'accès des pauvres aux droits de la personne les plus élémentaires – non seulement au Canada, mais partout dans le monde.

M. Foster attirera aussi notre attention sur le fait que le 11 septembre 2001, jour des attentats terroristes, n'a pas «tout changé, mais a changé un certain nombre de choses» – particulièrement, en ce qui concerne les droits de la personne. Un homme d'origine latino-américaine né à Chicago fut confiné au secret pendant plusieurs mois et privé ainsi de ses droits de citoyen. Cet exemple n'en est qu'un parmi tant d'autres où les gouvernements dans le monde ont utilisé les événements du 11 septembre pour restreindre les droits de la personne.

Plusieurs groupes ont déjà eu recours aux tribunaux et à la Charte canadienne des droits et libertés pour défendre les droits de la personne. La tendance actuelle offre aux militants une «occasion» d'en faire davantage à l'intérieur du cadre des droits de la personne. Par exemple, le *droit* à la santé pourrait devenir un enjeu mobilisateur. Vus sous cet angle, les soins de santé seraient une *garantie* pour les citoyens et non un *produit de luxe* à acheter sur le marché.

*«Le travail ne
devrait pas être la
seule activité qui
définit nos vies:
nous avons besoin
de concilier travail,
famille, intimité,
amour, amitié,
culture et
citoyenneté.»*

LORRAINE GUAY

Nancy Neamtan sur l'économie sociale

L'économie sociale requiert la déconstruction de notre compréhension actuelle de l'économie et remet en cause jusqu'à nos modes de production de biens et de services. Elle provient d'une nouvelle compréhension affirmant que le paradigme actuel ne fonctionne pas et s'emploie à chercher de nouveaux moyens pour satisfaire les divers besoins des collectivités. Elle prend ses racines dans l'économie démocratique: le choix de produire des biens et des services selon de multiples méthodes (plutôt que d'imposer simplement le modèle de l'économie néolibérale à la planète entière).

Quant à nous qui militons en faveur de l'économie sociale, nous devons pouvoir nous identifier comme membres de ce mouvement. Au fur et à mesure que le «contrat social» traditionnel entre le monde des affaires, les travailleurs et le gouvernement s'effondre, l'écono-



office door as a memento of the changes taking place in Gordon Campbell's "new era" for British Columbia: the sign that had previously read 'open to the public' now reads 'permanently closed.' This is just one expression of a series of events that have hollowed out the access that the poor have to basic human rights – not just in Canada, but around the world.

Foster pointed out that September 11th (2001 terrorist attacks) did not in fact 'change *everything* but it did change some things' – especially in terms of human rights. A man who was born in Chicago of Latin American decent was held in secret for months, with no citizenship rights. This is just one example of many across the world in which governments have used September 11th as a convenient excuse to curb human rights.

Many groups have been using the courts and the Charter of Rights and Freedoms to defend human rights in Canada. The current climate is an 'opportunity' for activists to do more through a human rights framework. For example, the *right* to health could be a mobilizing issue. From this standpoint health care becomes something we are *guaranteed* as citizens, rather than a *luxury* we buy through the market.

*'I'm here because of
the John Foster's of
the world.'*

SYMPOSIUM

PARTICIPANT

«La pauvreté n'est pas asexuée: les femmes sont pauvres pour des raisons différentes de celles des hommes et les stratégies anti-pauvreté doivent être examinées à la lumière des différences de sexes.» PARTICIPANT

AU SYMPOSIUM

«Nous devons nous réapproprier l'économie.»

NANCY NEAMTAN

mie sociale émerge comme une nouvelle forme de garantie de justice économique.

Le mouvement de l'économie sociale a de nombreux défis à relever:

1) *L'absence de vocabulaire pour comprendre le concept*

Il est difficile d'en arriver à une compréhension commune du terme *économie sociale*. Le terme provient des domaines du développement économique communautaire, du mouvement coopératif et des secteurs d'activités économiques informels en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Partout au monde, des nations sont engagées dans les activités de l'économie sociale depuis des années, mais commencent tout juste à réaliser que leurs actions font partie d'un mouvement plus vaste qui en conteste le paradigme. Si l'expression *économie sociale* pouvait être davantage utilisée et comprise à plus grande échelle, le mouvement s'en trouverait grandement renforcé.

2) *La faiblesse des réseaux*

Au cours des ans, d'autres mouvements sociaux, comme le mouvement des femmes et le mouvement écologiste, ont forgé des alliances et des réseaux solides. L'économie sociale est un mouvement si récent, que les réseaux entre ses travailleurs sont encore faibles. L'économie sociale doit donc, dans les prochaines années, continuer à construire des réseaux forts.

3) *Les mouvements sociaux se préoccupent d'enjeux relatifs aux politiques gouvernementales et sociales, non l'économie.*

Traditionnellement les mouvements sociaux ne participaient pas l'économie. En réalité, parler d'économie nous rendait souvent inconfortables.

L'économie sociale abolit les barrières entre les enjeux économiques, sociaux et culturels. C'est une approche plus holistique que la vision actuelle où «les affaires» définissent l'économie. L'économie sociale est fondée sur l'idée «qu'on peut faire des affaires différemment» et que les mouvements sociaux doivent participer à favoriser une économie progressiste, plutôt qu'en laisser la responsabilité au monde des affaires. Par exemple, au Québec, l'économie sociale s'est engagée dans le secteur du recyclage au lieu de céder ce créneau d'affaires aux sociétés. De cette façon, l'économie sociale génère des profits «non seulement pour les investisseurs, mais aussi pour la communauté.»

L'économie sociale introduit d'emblée un tout nouveau paradigme. Dans ce contexte, il n'y a pas de réponses simples: «nous apprenons continuellement sur le tas». Des personnes venant d'aussi loin que l'Europe de l'Est et la Chine, sont à la recherche d'alternatives viables au monde bipolaire opposant libre marché et écono-

Nancy Neamtan on the Social Economy

The social economy requires a deconstruction of our understanding of the economy; it challenges the very ways in which we produce goods and services. It comes from an understanding that the current paradigm is not working and it seeks new forms of meeting the needs of communities. It is rooted in economic democracy: the choice to produce good and services in a variety of ways (rather than simply imposing the neoliberal / free market model on the entire globe).

Those of us involved in the social economy need to identify ourselves as being part of a movement. As the traditional 'social contract' between business, workers and government breaks down, the social economy steps up to the plate as a new form of ensuring economic justice.

There are several challenges facing the social economy movement:

1) *Lack of vocabulary to understand the concept*

It is difficult to find a common understanding of the term *social economy*. It comes out of community economic development, the cooperative movement, and the informal sector in Africa, Asia and Latin America. In this sense people from around the world have been engaged in social economic activity for years, but they are just beginning to realize that what they are doing is part of a larger movement to challenge the current paradigm. The movement could be strengthened if the term *social economy* became more widely used / understood.

2) *Lack of networks*

Other social movements such as the women's movement and the environmental movement have forged strong alliances and networks over the years. The social economy is such a new movement that networks among people working on the issue are weak. The social economy must continue to build strong networks over time.

3) *Social movements deal with issues of government and social policy, not the economy*

Traditionally social movements have not got involved in the economy. In fact, we often feel uncomfortable talking about the economy.

The social economy breaks down the barriers between economic, social, and cultural issues. It is more holistic than the current divide in which 'business' defines the economy. The social economy is based on the idea that 'businesses can be run in different ways' and that social movements must get involved in fostering a progressive economy, rather than leaving it up to the business sector. For example, in Quebec the social economy has become involved in the busi-

'Poverty is not

gender neutral:

women are poor for

different reasons

than men and anti-

poverty strategies

must be viewed

through a gendered

lens.' SYMPOSIUM

PARTICIPANT

'We have to re-

appropriate the

economy.'

NANCY NEAMTAN

«Si le système économique actuel s'effondrait demain, que ferions-nous?»

NANCY NEAMTAN

mies étatiques, et elles les trouvent dans le concept d'économie sociale.

Nous devons apprendre à mieux intégrer les enjeux sociaux et économiques. L'économie sociale doit être perçue comme partie intégrante de l'économie et non pas comme un phénomène «extérieur». Le défi consiste en partie à nous améliorer, à sortir de la marge pour rejoindre le courant dominant.

4) *Nous devons être pertinents*

Pour réussir, l'économie sociale doit montrer à tous qu'il existe des alternatives viables au néolibéralisme et au libre marché. Nous devons démontrer que nous progressons et que nous détenons des stratégies articulées pour avancer. Il est exigeant de passer de la critique d'un système à la construction d'un nouveau, mais, c'est cela l'économie sociale.

L'économie sociale ne peut pas évoluer à la faveur d'une approche ad hoc, mais de façon stratégique et sérieuse, ce qui exige que nous fassions pression sur les gouvernements, en vue d'implanter un cadre réglementaire qui soutienne efficacement l'économie sociale.

5) *Nous avons besoin de liens internationaux et de réseaux*

La dynamique de l'économie sociale diffère dans le monde. En Afrique, où il n'y a virtuellement pas d'économie publique, elle est basée sur une économie informelle omniprésente. Au Brésil, on remarque une économie sociale solide cherchant même à accéder à nos marchés. Nous devons apprendre de ces peuples et coopérer avec ceux qui travaillent, dans le monde entier, en s'appuyant sur ce concept.

Elizabeth May sur l'environnement

La majorité des mouvements écologistes canadiens n'ont pas l'importante capacité critique en matière de droits des femmes et de commerce que possède le Sierra Club. Il est possible d'être environnementaliste et quand même ignorant des structures du pouvoir.

La force des accords commerciaux internationaux nous démontre que lorsque les gouvernements ciblent sérieusement un enjeu, comme celui du commerce, ils peuvent imposer des accords. Malheureusement, les accords sur l'environnement n'ont pas ce pouvoir et, conséquemment, sont toujours tronqués par les accords commerciaux.

En réalité, les dits accords commerciaux ne concernent pas vraiment le commerce, mais plutôt un glissement du pouvoir des États

ness of recycling – rather than giving this business to corporations. In this way the social economy leads to profit ‘not just for investors, but to the community.’

The social economy presents a new paradigm altogether. Because of this there are no simple answers: ‘we are in a process of constant learning by doing.’ People from as far as Eastern Europe and China are searching for alternatives to the bipolar world of the free market versus state controlled economies, and they are finding them in the concept of a social economy.

We need to learn to integrate social and economic issues. The social economy must be seen as part of the economy, not ‘outside’ the real economy. Part of the challenge is to upscale, to move out of the margins and into the mainstream.

4) *We have to be relevant*

To succeed the social economy must show people that there are viable alternatives to neoliberalism / the free market. We need to show that we are making progress and that we have sophisticated strategies to move forward. It is difficult to move from critiquing the system to building a new one, but that is what the social economy is all about.

The social economy cannot be fostered with an ad hoc approach; it needs to be strategic and done in a serious fashion. This requires that we lobby governments to implement a regulatory framework that is friendly to and supportive of the social economy.

5) *We need international links and networks*

The dynamic of the social economy differs across the globe: in Africa (where there is virtually no public economy) it is based in the ever-present informal economy. In Brazil there is a strong social economy that is even looking for access to our markets. We need to learn from and work with people from across the globe that are working on this concept.

Elizabeth May on the Environment

Most elements of the environmental movement in Canada do not have the strong feminist and trade critique that the Sierra Club has; it is possible to be an environmentalist and still be naive of power structures.

The strength of international trade agreements shows us that when governments are serious about an issue (such as trade) they can come up with enforceable agreements. Unfortunately environ-

*‘If the current
economic system
collapsed tomorrow,
what would we do?’*

NANCY NEAMTAN

vers les entreprises: «Il s'agit d'un déplacement du pouvoir plutôt que de produits». Ils ont davantage à voir avec la démocratie qu'avec le commerce et nous traversons une période caractérisée par un «déficit démocratique».

Le chapitre 11 de l'Accord de libre échange nord-américain (ALÉNA) sur l'investissement révolutionne les accords commerciaux parce que, pour la première fois, les entreprises sont autorisées à poursuivre directement les gouvernements si elles estiment que leurs règlements constituent des barrières commerciales.

La contestation des termes de l'ALÉNA en ce qui a trait au MMT (méthylcyclopentadiényl manganèse tricarbonyle) en est un bon exemple. Le MMT est un additif de manganèse pour le carburant, considéré comme une neurotoxine aux émissions nocives, qui a été intégré à notre essence depuis 1978 pour remplacer le plomb. Suite aux pressions des fabricants automobiles qui se plaignaient que le MMT abîmait les systèmes d'émission, le gouvernement canadien a finalement interdit ce produit. L'action spécifique du gouvernement canadien dans ce cas se situe en réponse directe à la bataille commerciale entre les compagnies automobiles et les compagnies pétrolières, plutôt qu'en matière de protection de l'environnement. Le gouvernement canadien a cependant déclaré avoir interdit le MMT parce que ce dernier pouvait causer des dommages au cerveau.

Ethyl Corporation, le fabricant du MMT dont le siège social est américain, déclara que l'embargo canadien était illégal selon l'ALÉNA et a poursuivi le Canada devant les tribunaux. Le gouvernement Chrétien savait que le Canada allait perdre cette cause, alors:

1) Il mit fin à l'interdit bien que les stocks de MMT signifiaient que nous n'échapperions pas une seule journée à ses émissions nocives.

2) Il déclara publiquement que le MMT était sans risque. En effet, l'ALÉNA oblige les gouvernements à prouver par une recherche scientifique étalée sur plusieurs années qu'un produit est *nocif* plutôt que d'exiger de la société à l'origine de la poursuite de prouver la sûreté de son produit.

3) Il versa 13 millions US\$ à Ethyl Corporation (c'est-à-dire que les impôts des Canadiens ont payé Ethyl pour polluer leur atmosphère).

C'est un cas parmi beaucoup d'autres où la réglementation sur la santé et la sécurité a été défiée par le chapitre 11 de l'ALÉNA. Jusqu'à maintenant, le seul cas où cette réglementation a été respectée dans le cadre des accords commerciaux internationaux est celui où le gouvernement canadien a tenté de renverser l'interdit du gouvernement français sur l'amiante à l'organisation mondiale du commerce (OMC). Dans ce cas unique, l'Organisation mondiale du commerce a permis aux Français de maintenir l'application de leur loi, parce qu'il y avait déjà suffisamment de preuves que l'amiante représentait un danger



mental agreements have had no such teeth and thus they are always trumped by trade agreements.

In reality, so-called trade agreements are not really about trade, but a shift in power from states to corporations: 'it's a shift in power more than a shift in goods.' It has more to do with democracy than trade, and we are in a period in which there is a 'democracy deficit.'

NAFTA's (North American Free Trade Agreement) Chapter 11 (the investment chapter) revolutionizes trade agreements because for the first time it allows corporations to directly sue governments if they feel that governmental regulations are barriers to trade.

The NAFTA challenge concerning MMT is a good case in point. MMT is a manganese fuel additive considered a dangerous neurotoxin that has been in our gas since 1978 – as a replacement for lead. Due to pressure from car manufacturers, who complained that MMT gummed up the emission systems, the Canadian government finally banned the product. In this sense the Canadian government's action on this case was really in response to a fight between car and oil companies, rather than because of environmental concerns. Nonetheless, the Canadian government said that the ban was because MMT can cause brain damage.

The American-based Ethyl Corporation that manufactures MMT declared that the Canadian ban was illegal under NAFTA, and took Canada to 'court': *'you can't really call it a court unless you add kangaroo in front'*.

*«Il m'arrivait de
penser que les
gouvernements
étaient bien
intentionnés mais
méinformés.
Maintenant, je
réalise qu'ils sont
bien informés mais
mal intentionnés.»*

ELIZABETH MAY,

CITANT URSULA

FRANKLIN

pour la santé humaine. Ceci démontre à quel point la barre est haute lorsqu'il s'agit de prouver qu'un produit est nocif.

Résultant des accords commerciaux, le gouvernement canadien a même demandé à Santé Canada et à Environnement Canada d'être attentifs aux nouvelles réglementations qui pourraient exposer le Canada à d'autres différends commerciaux.

Il est évident que le mouvement écologiste devra relever de grands défis dûs à l'influence grandissante des accords commerciaux internationaux. C'est pour cette raison que la protection de l'environnement doit être abordée dans une perspective mondiale.

The Chrétien government knew Canada would lose the case, so they:

1) Stopped the ban (even though stock piles meant that we did not have one day free from MMT).

2) Publically stated that MMT is safe (because under NAFTA governments must show years of 'scientific' research to prove that a product is *unsafe*, instead of having the corporation that is suing prove that their product is actually safe).

3) Paid the Ethyl corporation \$13 million US (i.e., the Canadian tax payers paid Ethyl for their right to pollute our air).

This is just one case of many in which health and safety regulations have been challenged by NAFTA's Chapter 11. In fact, the only case to date in which health and safety regulations have been upheld under international trade agreements is the World Trade Organization case in which the Canadian government tried to stop the French ban on asbestos. In that one single case the World Trade Organization ruled that the French could maintain their law because there is enough proof that asbestos is clearly detrimental to human health. This shows just how high the 'safety bar' has become.

As a result of trade agreements, the Canadian government has even warned Health Canada and Environment Canada to be careful of new regulations that might set Canada up for more trade disputes.

It is clear that the environmental movement faces great challenges due to the growing strength of international 'trade' agreements. For this reason environmental protection must be dealt with on a global level.

'I used to think governments were well intentioned but ill-informed. Now I realize that they are well informed but ill-intentioned.'

ELIZABETH MAY

QUOTING URSULA

FRANKLIN

Leçons apprises et questions pour relancer la discussion et le dialogue

«*Nous sommes les architectes d'un paradigme alternatif.*»

Cette partie présente et analyse les principales questions soulevées au cours du Symposium. Plusieurs thèmes sont revenus souvent et font aussi l'objet des leçons apprises.

Chaque leçon s'accompagne de questions visant à relancer la discussion et le dialogue. Plusieurs sont en réalité des questions directes posées par les participants. Nous espérons que les groupes et les individus utiliseront ces questions comme des tremplins pour l'avancement des débats. Celles-ci ont été établies pour stimuler un exercice de réflexion plus approfondi sur notre orientation future et sur des sujets controversés mais incontournables si nous voulons favoriser le développement de la démocratie et de la citoyenneté dans le contexte d'une mondialisation croissante. Les lecteurs proposeront sans doute eux aussi de nouvelles questions qui enrichiront le débat.

À moins d'avis contraire, les citations utilisées dans cette section, proviennent des participants du Symposium (incluant les quatre présentateurs).

Changement de paradigmes

«*Peu nous importe ce qui se passe à la Bourse, ce que nous voulons savoir, c'est comment se portent les garderies.*»

Le paradigme actuel (c'est-à-dire le statu quo) est destructeur selon les quatre mouvements sociaux représentés au Symposium – et ces quatre mouvements sociaux militent d'une façon ou d'une autre pour changer le paradigme actuel. Changer de paradigme nécessite la création d'un nouveau cadre de travail respectueux des droits des femmes, de l'environnement, des droits de la personne, ainsi que des modes alternatifs et progressistes de gestion de l'économie.

Bien que les participants n'aient pas eu le temps de définir le changement de paradigme et d'identifier les moyens de le faire, ce concept est un leitmotiv du Symposium. C'est assurément un élément important des discussions à venir.

Q: Comment continuer à favoriser et à façonner le changement du paradigme actuellement en cours?

Q: À quoi le nouveau paradigme pourrait-il ressembler?

Lessons Learned and Questions for Further Discussion and Dialogue

This section presents / analyzes the main issues raised throughout the Symposium. Many themes were reoccurring and thus some of the Lessons Learned have overlapping content.

Each lesson presented is accompanied by a question, or questions, for further discussion and dialogue. Many are in fact direct questions that participants posed during the Symposium. The hope is that groups and individuals will use these questions as stepping stones to take forward the important discussions that flowed throughout the Symposium. They are designed to help us think through ‘where to go from here’ and take on the controversial (but necessary) discussions we must engage in to effectively move democracy and citizenship forward in this increasingly globalized world. Readers may even come up with new questions to add to the mix . . .

Unless otherwise noted, the quotes in this section come from Symposium participants (which includes the four presenters).

Shifting Paradigms

The current paradigm (i.e., the status quo) is destructive to all four social movements represented at the Symposium – and all four social movements are involved in one way or another in fostering the current paradigm shift. Shifting paradigms means creating a new framework that respects the rights of women, the environment, human rights, and alternative / progressive ways of running the economy.

Although participants did not have the time to clarify the ‘what’ and ‘how’ of the paradigm shift that is taking place, the concept of a paradigm shift is a thread that was sewn throughout the Symposium. It is certainly an important piece that must be carried forward for further discussion.

Q: How can we continue to foster and shape the paradigm shift that is currently taking place?

Q: What do we want a new paradigm to look like?

‘We are architects of an alternative paradigm.’

‘We don’t care how the stock market is doing; we want to know how the day cares are doing.’

Travailler pour le changement tant au niveau micro que macro

Dans plusieurs cas, nous devons travailler aux niveaux micro et macro pour faire avancer nos causes. Nous rejetons le système dysfonctionnel en même temps que nous commençons à élaborer de nouveaux modèles fonctionnels. Les jardins communautaires, les cuisines collectives, les coopératives d'habitation, le financement et les investissements alternatifs, etc. que nous mettons en œuvre aujourd'hui nous aident à bâtir le monde que nous voulons pour demain.

Pour que les approches alternatives s'épanouissent, nous ne devons pas perdre de vue l'ensemble. La réalité nous démontre que «l'économie sociale ne peut pas prospérer dans une économie néolibérale». Pendant que nous travaillons à organiser des communautés locales fortes, nous devons aussi continuer à nous opposer aux macro structures tel que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui entravent notre travail sur le terrain.

Q: Comment nous engager efficacement tant au niveau micro que macro?

Nécessité d'une approche stratégique tant de l'intérieur que de l'extérieur

En plus de l'approche tandem aux niveaux, micro et macro, nous devons oeuvrer simultanément de l'intérieur (avec nos institutions politiques traditionnelles) ainsi que de l'extérieur (sur le terrain). Pour être efficaces, les stratégies que de l'extérieur doivent être basées sur une compréhension du fonctionnement de l'intérieur. Pour le changer, il faut d'abord «comprendre comment fonctionne le système».

Notre succès dans la bataille contre l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) est un bon exemple du fonctionnement des approches stratégiques de l'intérieur et de l'extérieur. L'échec de l'AMI s'explique par l'action efficace des militants de l'extérieur et de l'intérieur de la tente: les manifestations de la rue ont eu un impact mondial et ont nourri les désaccords entre les membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

Q: Comment relier notre militantisme de terrain à des changements politiques plus vastes?

Q: Comment mieux équilibrer les approches stratégiques de l'intérieur et

Working for Change on both the Micro and Macro Levels

In many cases we need to work on the micro and the macro levels to move our issues forward; we reject the system that is not working at the same time as we begin to build new models that do work. The community gardens, communal kitchens, cooperative housing, alternative finance and investment (etc.) that we build today will help us prepare for the world we want tomorrow.

For alternative approaches to blossom, we must also deal with the big picture. The reality is that ‘the social economy cannot grow under neoliberalism.’ While we build strong communities at the local level, we must continue to oppose the macro structures (such as the World Bank, the International Monetary Fund and the World Trade Organization) that impede our work on the ground.

Q: How can we effectively engage at both the micro and the macro levels simultaneously?

Inside / Outside Strategies are Both Necessary

In addition to the micro / macro tandem approach we need to work both on the *inside* (through traditional political institutions) as well as on the *outside* (on the street). To be effective, ‘outside’ strategies must be based in an understanding of how the ‘inside’ works. You need to ‘understand how the system works’ in order to change it.

Our success in fighting the Multilateral Agreement on Investment (MAI) is a very good example of how inside / outside strategies can work. The MAI died because activists were effective on both the outside of the tent and on the inside: the global backlash on the street fed into the disagreements that arose among the members of the Organization for Economic Cooperation and Development.

Q: How can we link our street level activism to broad political change?

Q: How can we best balance inside and outside strategies?

Q: How can we learn to make change outside the political system given that much of our experience is on the inside?

Being Strategic and the Notion of Compromise

In 1994 at the UN’s International Conference on Population and Development in Cairo, the women’s movement used a brilliant strategy to advance the issue of population control: they found an unlikely (short-term and strategic) ally in the Pope. Women were

de l'extérieur?

Q: Comment apprendre à effectuer des changements de l'extérieur du système politique compte-tenu du fait que notre expérience principale réside dans l'action de l'intérieur?

Stratégie et notion de compromis

En 1994, lors de la Conférence internationale de l'ONU sur la population et le développement au Caire, le mouvement des femmes eut recours à une stratégie astucieuse pour faire avancer la cause du contrôle des naissances: elles trouvèrent un allié inattendu (à court terme et stratégique) en la personne du Pape. Les femmes s'opposaient au contrôle des naissances pour des raisons très différentes de celles du Pape. Elles rejetaient la façon dont le contrôle des naissances «contrôle» le corps de la femme.

Tel que mentionné déjà, la Marche mondiale des femmes a décidé d'opter pour le compromis sur certaines questions. Cette approche a permis à certains groupes d'entériner la position finale adoptée à la Conférence du Caire, mais elle en ostracisé d'autres. Par exemple, la décision d'accepter l'abstention de certains groupes en ce qui a trait au respect obligatoire des droits des homosexuels en a offensé plusieurs ; mais, tenant compte de la criminalisation de l'homosexualité dans leur pays, certaines personnes ont indiqué qu'elles ne pouvaient pas prendre position sur cette question particulière.

Notons aussi le cas d'un travailleur égyptien, oeuvrant dans le domaine des droits de la personne, à qui l'on a demandé ce qu'il se proposait de faire dans le cas d'un égyptien emprisonné pour cause d'homosexualité. Le travailleur a répondu qu'il serait inapproprié dans ce cas d'utiliser son capital politique en faveur d'un seul homme, puisque cela risquait d'hypothéquer le succès futur de ses autres dossiers. Il argumenta que ses impératifs stratégiques justifiaient l'utilisation de ses pouvoirs légitimes à d'autres fins. Ces exemples illustrent que, parfois, des décisions exigeantes sont prises pour favoriser l'atteinte d'objectifs stratégiques à long terme.

Q: Certains disent que «nous ne pouvons plus nous permettre le compromis». Est-ce toujours le cas? Le compromis n'est-il pas stratégique par nature?

Q: Quand le compromis devient-il une trahison?

against the push for population control, but for very different reasons than the Pope. They rejected the way in which population control inherently ‘controls’ women’s bodies.

As was noted earlier, the World March of Women decided to compromise on some issues. This allowed some groups to agree in the end with the final position taken, but it ostracized others. For example, the decision to allow the demand for the rights of homosexuals to be an ‘opt out’ option offended many, while others argued that given that homosexuality is criminalized in their country, they simply could not take a stand on that particular issue.

Another example of strategic compromise was the case of an Egyptian human rights worker who was asked what he was going to do about an Egyptian man who was imprisoned for homosexuality. He responded that he could not use his political capital for this one man because it would jeopardize his other work. He argued that to be strategic he had to use his legitimacy for other reasons. These examples indicate that at times hard decisions are made for longer-term strategic purposes.

Q: Some say ‘we can no longer afford compromise.’ Is this true in all cases, or can compromise be strategic in nature?

Q: When does compromise become betrayal?

Working with (and learning from) Youth

A reoccurring point of discussion was ‘youth’ and their unique way of engaging in social change. (Although the term was never clearly defined, youth in this case seemed to mean anyone under 30). Symposium participants recognized the need to work with youth and were greatly inspired by young activists today.

Participants debated the issue of young people’s disenchantment with the political process. It was noted that youth ‘know everything about the World Trade Organization, but if you ask them who their MP is you’ll draw a blank face.’ Some participants argued that this reflects a youthful understanding of the decrease in power of their MPs relative to that of corporations / international institutions such as the World Trade Organization.

Young people’s disillusionment with government may be in part because youth today have no history with an activist state. In their lifetime (or at least their memory) governments have only been tearing apart the fabric of our society. They do not recall the golden years of nation building that many of the participants in the Symposium not only remember, but were actively involved in shaping.

Some participants argued that ‘we need to connect young people

Coopérer avec les jeunes et apprendre d'eux

Les «jeunes» et leur façon unique de s'engager dans le changement social furent un thème récurrent de discussion. (Bien que la définition du terme n'ait jamais été clarifiée, les jeunes dans ce cas-ci, comprennent les personnes de 30 ans et moins.) Les participants du Symposium ont reconnu la nécessité de travailler davantage avec la jeunesse et ont admis être inspirés par les jeunes militants d'aujourd'hui.

Les participants ont débattu la question du désenchantement des jeunes quant au processus politique. On a remarqué que les jeunes «connaissent tout de l'Organisation mondiale du commerce, mais que si vous leur demandez qui est leur député, ils l'ignorent». Certains participants ont avancé que cela reflétait la compréhension qu'ont les jeunes du fait que leurs députés ont de moins en moins de pouvoir en comparaison à celui exercé par les entreprises et les institutions internationales comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

La désillusion des jeunes à l'égard du gouvernement résulte en partie de leur absence de référence historique à l'État interventionniste. De leur vivant ou du moins dans leurs souvenirs, les gouvernements se sont employés à démolir le tissu social de la société. Les jeunes ne se souviennent pas de l'âge d'or de l'édification de la nation, dont plusieurs participants au Symposium non seulement se rappellent bien, mais à laquelle ils ont activement participé.

Certains participants ont avancé que «nous avons besoin de connecter les jeunes au processus politique» et que les «jeunes ont besoin qu'on leur prouve que les gouvernements peuvent être une force positive». D'autres ont tenu des propos solidaires à l'endroit des jeunes et ont questionné les stratégies de la politique traditionnelle suggérant ainsi que nous devons peut-être chercher et explorer de nouveaux mécanismes de changement: «Nous ne pouvons pas simplement entrer dans le système politique et travailler avec celui-ci, ce choix ne me satisfait pas, ni moi, ni les jeunes.»

Comme il n'y avait pas de jeunes présents au Symposium, il fut difficile d'entretenir une discussion significative sur le thème des jeunes et les façons efficaces de travailler avec eux. Disons cependant qu'une partie importante des discussions du Symposium a porté sur la relation entre les mouvements sociaux et l'État. Si des jeunes voix avaient été présentes, on peut penser que la discussion aurait été plus diversifiée et axée sur les nouveaux acteurs de premier plan, tels les entreprises, les institutions financières internationales et les accords commerciaux.



to the political process' and 'youth need to be shown that governments can be a force for good'. Others spoke in solidarity with youth and questioned traditional political strategies, suggesting that perhaps we need to look for new mechanisms for change: 'we can't just get into the political system and work with it, it's not good enough for me, or youth.'

Since there were no youth present at the Symposium it was difficult to have a meaningful discussion on the topic of youth and how to work effectively with them. For example, much of the discussion during the Symposium centred around the relationship between social movements and the state. If youthful voices were present it is likely that the discussion would have been more diverse and gravitated towards new players such as corporations, international financial institutions, and trade agreements.

Q: How can the vibrant energy and creativity of youth activists be coupled with the historical perspective and political savvy of long-time activists?

King and Gandhi Versus Sticks and Stones

Though Symposium participants did not delve deeply enough into

«Nous devons être

plus solidaires,

nous devons

progresser à partir

de cette solidarité,

non régresser.

Nous devons tenir

compte de nos

différences.»

LORRAINE GUAY

Q: Comment l'énergie vibrante et créative des jeunes peut-elle être combinée à la perspective historique et au bon sens politique des militants de la première heure?

King et Gandhi contre la «politique du bâton»

Bien que les participants du Symposium n'aient pas suffisamment approfondi la notion controversée du niveau acceptable de désobéissance civile pour arriver à un consensus sur cette question litigieuse, il est apparu que, d'une manière ou d'une autre, pour créer le changement il faut opter pour des approches stratégiques.

Ainsi, Warren Allmand a démontré que «notre acceptation de faibles niveaux de violence est déjà une pente glissante qui pourrait bien revenir nous hanter». D'autres ont fait écho à ses paroles et ont observé que même de faibles niveaux de violence peuvent nous exposer à des *agents provocateurs* et nous distraire des enjeux réels. Quand des groupes d'individus se mettent à discuter de mondialisation, le débat sur la «diversité des tactiques» fait surface. Comme les questions suivantes le démontrent, cette préoccupation nécessite davantage de débats et de discussions:

Q: Peut-on justifier la destruction de la propriété privée au nom de la stratégie?

Q: Que pouvons-nous faire à propos des agents provocateurs?

Q: Comment traiter avec la colère réelle ressentie par les gens de partout au monde lorsqu'ils sont confrontés à l'injustice? Comment canaliser cette énergie négative et la transformer en action positive?

Q: Que faire pour détourner les médias de leur soif de sang et les orienter vers les véritables enjeux de l'heure?

Vive le pluralisme !

La Marche mondiale des femmes donne l'excellent exemple d'un mouvement qui s'est épanoui en respectant l'autonomie, les buts et les rêves des divers groupes du mouvement mondial en trouvant des terrains d'entente communs et en travaillant ensemble. C'est un modèle utile duquel beaucoup de mouvements, qui tentent de s'organiser à l'échelle internationale, peuvent apprendre.

Tel que mentionné lors de la présentation de Lorraine Guay, il est difficile de «soutenir» des positions divergentes au même moment, mais c'est nécessaire si l'on veut avancer. Nous pouvons apprendre à travailler ensemble vers des objectifs communs, mais uniquement si

the controversial issue of what level of civil disobedience is acceptable to come to a consensus on this contentious issue, there was a sense that in any event one needs to be strategic when considering actions designed to make change happen.

For example, Warren Allmand argued that ‘our tolerance of low levels of violence is a slippery slope that can come back to haunt us.’ Others echoed this concern and noted that even ‘low levels’ of violence can ‘open us up to *agents provocateurs*’ and distract from the real issues at hand. The ‘diversity of tactics’ debate continues to arise whenever groups of people discuss globalization. As the following questions illustrate, it still needs further debate and discussion:

Q: Is the strategic destruction of private property ever defensible?

Q: What can we do about agents provocateurs?

Q: How do we deal with / respect the real anger that people around the world feel when confronted with injustice? How can we channel this negative energy into positive action?

Q: What can we do to steer the media away from their thirst for blood and towards the real issues at hand?

‘We have to become more united, we have to build on this, not against it. We must take our differences into account.’

LORRAINE GUAY

Vive le Pluralism!

The World March of Women is an excellent example of a movement that has thrived by respecting the autonomy, goals and dreams of different sectors of the women’s movement (from across the globe) while finding common ground and working together effectively. This is a useful model from which other movements, especially those that attempt to organize across borders, can learn a great deal.

As was noted during Lorraine Guay’s presentation, it is difficult to ‘carry’ divergent positions at the same time, but it is necessary to move forward en masse. We can learn to work together on common goals, but only if we are willing to take our differences into account. By engaging divergent views and taking on the controversial issues between us we are ‘playing out democracy.’

Q: Should everyone be invited to participate, or are there times when inviting all groups becomes detrimental to the cause?

Q: Where is the balance between building alliances across different voices, and restricting participation for political / strategic reasons?

nous tenons compte de nos différences. En s’ouvrant à des points de vue divergents et en abordant les questions controversées, nous «jouons la démocratie».

Q: Est-ce que la participation devrait être ouverte à tous? La participation générale peut-elle devenir préjudiciable à l’avancement de la cause?

Q: Où est l’équilibre entre la création d’alliances avec des voix divergentes et la participation restreinte pour des raisons politiques et stratégiques?

Confronter les idées réactionnaires

Il existe un lien étroit entre cette leçon et les débats portant sur le désir d’un plus grand pluralisme. Dans la plupart des mouvements sociaux, il se trouve des groupes réactionnaires qui disent représenter la cause de l’heure, alors qu’en réalité leurs actions révèlent un plan pour saper les objectifs du mouvement général. Le mouvement écologique réfère à ces groupes comme à des «imposteurs» (*astro turfs*) contrairement aux groupes populaires de base. Tous les mouvements sociaux font face à ce défi et cherchent de nouveaux moyens de traiter avec ces groupes.

Confronté à ces idées réactionnaires, il pourrait être utile d’examiner la situation de ce point de vue. Les bûcherons, par exemple, pensent souvent que les environmentalistes dévaluent leur travail. Lorsque les femmes se trouvent devant des consignes oppressives, elles ont peur et se demandent ce qui arriverait si elles choisissaient de contester le patriarcat.

Q: Comment apprendre à mieux reconnaître les peurs et les préoccupations des groupes réactionnaires et travailler avec eux pour trouver des solutions à des problèmes communs?

Q: Comment pouvons-nous efficacement démasquer et tenir à l’écart de tous nos mouvements ces groupes d’imposteurs?

Q: Où tirer la ligne entre le fait de travailler avec les réactionnaires et celui de se distancer volontairement des groupes non-progressistes, de façon à ne pas renforcer leur légitimité?

Mobiliser une résistance efficace face à la défaite

La poursuite du combat représente un grand défi, surtout lorsque nous semblons acculés au pied du mur. Et c’est particulièrement le cas dans les périodes de difficultés économiques où les gens doivent



Dealing with Reactionary Voices

This lesson is very much tied in with the debates surrounding the desire for pluralism. In most social movements one finds reactionary groups that say they represent the issue at hand, when in fact their actions reveal that their plan is to undermine the goals of the wider movement. The environmental movement calls such groups ‘astro turf’ (as contrasted with the grassroots). All social movements are faced with a challenge in terms of how to deal with such groups.

When we are confronted with reactionary voices it can be helpful to try to see things from their point of view. Loggers, for example, often feel that environmentalists devalue their work. When women are presented with the order that oppresses them they sometimes get afraid and wonder what will happen to them if they challenge patriarchy.

- Q: How can we learn to better acknowledge the fears and concerns raised by reactionaries, and work with them to find solutions to the common problems we face?*
- Q: How can we effectively expose / marginalize ‘astro turf’ in all our movements?*
- Q: Where is the line between working with reactionary voices, and deliberately distancing ourselves from non-progressive groups so as not to give them legitimacy?*

«Nous devons nous
redéfinir non
seulement comme
des citoyens, mais
comme des citoyens
du monde.»

investir plus d'énergie pour satisfaire leurs besoins de base et ont moins de temps à consacrer aux analyses et aux actions à long terme.

Les participants ont reconnu que, malgré la difficulté, nous devons garder le cap et nous concentrer sur des approches stratégiques qui inspireront la poursuite du combat.

Q: Comment motiver les gens à continuer leur travail en faveur du changement?

Q: Comment demeurer des «optimistes critiques»?

Q: Comment élaborer des stratégies fructueuses, plutôt que de continuer à se fier à de vieilles approches prévisibles telles que les «manifestations»?

Q: Comment évoluer vers des actions créatives et incitatives qui inspirent les gens et produisent du changement?

Tous nos mouvements sont menacés par les accords commerciaux internationaux

Parmi les quatre mouvements sociaux représentés au Symposium, c'est sans doute le mouvement écologiste qui jusqu'à maintenant a le plus souvent été aux prises avec les questions commerciales. Mais de plus en plus, tous les mouvements sociaux réalisent l'importance de comprendre et de remettre en question les soi-disant accords internationaux. Elizabeth May a relaté, dans son exposé oral comme dans son document de réflexion, plusieurs exemples qui décrivent quelques-unes des façons par lesquelles les accords commerciaux piétinent les droits de la personne, des femmes et de l'environnement, ainsi que les infimes possibilités de développer l'économie sociale.

Q: Comment les mouvements sociaux peuvent-ils efficacement défier la force et le pouvoir émergents des accords commerciaux?

Q: Comment nous assurer que les obligations contractées dans le cadre d'autres ententes et accords internationaux, tel que la Charte des Nations Unies, ne servent pas de paravents à des accords commerciaux?

Se réappropriier notre vocabulaire

Ces dernières années, nous avons observé un «glissement pernicieux au niveau du vocabulaire». Ainsi, les pouvoirs émergents commencent à parler des nations comme des «économies». Aux rencontres

Mobilizing Effective Resistance in the Face of Defeat

It is challenging to keep going when sometimes it feels like we continue to hit our heads against a brick wall. This is especially so in times of economic downturn when people have to put more energy into putting food on the table and there is less time for longer-term analysis / actions.

Participants recognized that though it is not easy, we need to continually get back on track and focus on strategic ways to inspire people to continue the struggle.

Q: How can we motivate people to keep working for change?

Q: How can we remain 'critically optimistic'?

Q: How can we construct strategies that work, rather than relying on the old stand-bys such as the predictable 'protest'?

Q: How can we move towards creative, engaging actions that inspire people and make change happen?

*'We need to
redefine ourselves
not just as citizens,
but as global
citizens.'*

All our Movements are Threatened by International Trade Agreements

Of the four social movements represented at the Symposium, it is perhaps the environmental movement that has most directly dealt with the issue of trade to date, but increasingly all social movements are realizing the importance of understanding and confronting so-called trade agreements. Elizabeth May presented several examples (in both her talk and her paper) that outline some of the ways in which trade agreements trample human rights, women's rights, the environment and any possibility of fostering a social economy.

Q: How can social movements effectively challenge the emerging strength and power of international trade agreements?

Q: How can we ensure that obligations made under other international accords and agreements (such as the UN Charter) trump trade agreements?

Reclaiming our Vocabulary

In recent years there has been a 'pernicious shift in vocabulary.' For example, the powers that be have begun referring to nations as 'economies.' At the APEC meetings in Vancouver in 1997 the official documents asked for delegates' 'economy' of birth. Part of a strat-

«Nous ne devons pas craindre de dire que nous avons remporté quelques victoires.»

de l'APEC à Vancouver, en 1997, les formulaires officiels sollicitaient l'inscription de «l'économie» de naissance des délégués. Dans le cadre d'une stratégie de résistance, il y aurait lieu d'exiger que l'on utilise les termes appropriés qui reflètent un sens progressiste.

Autre exemple: l'expression «société civile» est couramment utilisée de nos jours, mais sa signification est mal comprise. Le concept de société civile peut avoir une définition tellement vaste que tout sens en est évacué. Certains individus y incluent le secteur privé et celui des affaires, alors que pour d'autres, la société civile réunit le secteur bénévole et les mouvements de citoyens. Un participant déconseilla l'utilisation de cette expression comme «fourre-tout-taille-universelle», parce qu'en réalité la société civile n'est pas une force unifiée aux valeurs communes. Des inégalités naturelles surgissent dans le contexte où certains groupes de la société civile ont un accès préférentiel à des ressources et à des fonds, ce qui fait que leur voix est «entendue» mieux que d'autres.

Dans le contexte du Symposium, il est important que notre définition des termes *mondialisation*, *démocratie*, et *citoyenneté* ne soit pas compromise par des voix non progressistes.

Tous les droits sont interreliés

Travailler pour les droits de la personne a tendance à se concentrer sur les droits politiques (par exemple, lorsque nous pensons aux abus en matière de droits de la personne, nous pensons à la torture des prisonniers politiques). Nous devons saisir l'interrelation existante entre les droits économiques, sociaux et culturels, et les droits civils et politiques, pour mieux comprendre les multiples niveaux d'oppression.

Q: Que faire pour accentuer l'importance des droits économiques, sociaux et culturels?

Devenir des citoyens du monde par choix

En continuité avec le thème du Symposium, les participants se sont appropriés le concept de Murray Dobbin, «citoyen par choix» (*intentional citizen*) pour y ajouter le terme «mondial» (*global*). La citoyenneté peut être définie comme un «acte d'engagement volontaire au sein de la société». Être un *citoyen du monde par choix* signifie faire partie intégrante de la définition et de la réalisation du bien commun pour toute la planète.

Un participant nous a avertis que, bien qu'il soit important d'agir

egy of resistance is to demand the use of appropriate terms that reflect a progressive interpretation of their meaning.

For example, the term ‘civil society’ is commonly used today, but its meaning is not well understood. Civil society can be so widely defined that it becomes meaningless. Some people include business / the private sector in their interpretation of civil society, while for others civil society is comprised of the voluntary sector and citizen movements. One participant warned against using this term as a ‘one size fits all’ because in reality civil society is not a unified force with common values. Inherent inequalities arise as some elements of civil society have preferential access to resources and cash and thus their voice is ‘heard’ more clearly than others.

In the context of the Symposium, it is especially important that our definition of the terms *globalization*, *democracy*, and *citizenship* not be compromised by unprogressive voices.

*‘We can’t be afraid
to say we’ve won a
few things.’*

All Rights are Interconnected

Work on human rights tends to focus on political rights (i.e., when we think of human rights abuse we think of torture of political prisoners). We must see the link between economic / social / cultural rights and civil / political rights to truly understand the multiple levels of oppression.

Q: What can we do to highlight the importance of economic / social / cultural rights?

Global Intentional Citizens

In fitting with the theme of the Symposium, participants took Murray Dobbin’s concept of *intentional citizen*, to include the prefix *global*. Citizenship can be defined as ‘intentional acts of engagement in society.’ Being a *global intentional citizen* means being part of the definition (and realization of) the common good for the whole planet.

One participant warned that while it is important to act as global intentional citizens, we cannot let this distract from pressing problems at home: ‘we need to clean up the mess in our own back yard. We need justice in terms of first nations people.’

Several participants referred to a play on words of an old axiom: Act Locally / Think Globally *while* we Act Globally and Think Locally. This too exemplifies the need to work on both the local and global levels.

«Nous devons
garder en mémoire
nos succès, même
s'il ne s'agit pas de
grandes victoires.»

comme des citoyens du monde par choix, nous ne devons pas nous laisser distraire des problèmes urgents qui existent chez nous: «nous devons nettoyer le gâchis dans notre propre cour. Nous devons rendre justice aux Premières nations».

Plusieurs participants ont rappelé un vieil axiome et joué sur les mots: «Agir localement et penser globalement» *alors que* «nous agissons globalement et pensons localement». C'est un autre exemple qui illustre la nécessité de travailler simultanément tant au niveau local que mondial.

Q: Quelle est la signification du terme «citoyen» dans le contexte de la mondialisation?

Q: Comment encourager les gens à agir comme des citoyens du monde par choix?

Apprendre du passé et valoriser nos histoires

Pour illustrer leurs points de vue, les participants ont fait appel à une myriade de mouvements sociaux de tous les secteurs et de toutes les époques reflétant ainsi la richesse des batailles livrées pour obtenir un changement positif et nous rappelant que les «mouvements de citoyens sont à la base de tous ces changements». Toutes les politiques gouvernementales positives qui ont été promulguées résultent des pressions exercées par les citoyens.

Pour progresser efficacement, nous devons mettre de l'avant nos victoires et les leçons apprises au cours des luttes. Nous devons reconnaître nos erreurs, apprendre de celles-ci et y réfléchir. Nous devons nous rappeler que tous les changements sociaux significatifs exigent du temps pour se réaliser. Avec le recul, nous pourrions mieux apprécier nos succès.

Q: Comment apprendre, non seulement des luttes passées et présentes à l'intérieur de notre propre mouvement, mais aussi de celles d'autres mouvements?

Q: What does the term 'citizen' mean in the context of a globalized world?

Q: How can we encourage more people to act as global intentional citizens?

Learning from the Past and Valuing our Histories

In order to illustrate their points, participants referred to a myriad of social movements (across sectors and throughout time). This reflects the richness in the struggles over time to make positive change happen. It reminds us that 'citizens movements created all these things.' All the positive policies governments have enacted have been because citizens lobbied them to do so.

To move forward effectively we need to keep our victories (and our lessons in the struggle) at the forefront. We need to recognize when we make mistakes and learn from them / reflect on them. We need to remember that all meaningful social change takes time to achieve; if we take the long view, we can better see our successes.

Q: How can we not only learn from the past and present struggles in our own movement, but across movements?

'We must keep in mind our successes, even if they are not victories.'

Thèmes émergents des petits groupes de discussion

Ces quatre derniers aspects ont été recueillis lors d'une session de «remue-méninges» sur les thèmes et les visions d'avenir. Les participants se sont répartis en quatre groupes pour mieux approfondir ces thèmes.

Convergence

Bien qu'il puisse être contreproductif de tenter de regrouper tous les mouvements sociaux, nos efforts mutuels sont complémentaires et le travail coopératif est plus productif que les efforts isolés. Nous ne voulons pas nous fusionner mais plutôt apprendre à nous entraider davantage. Repris fréquemment au cours du Symposium ce thème a donné naissance au concept de «convergence».

La convergence est un acte délibéré, il dépasse le simple espoir que nos efforts apporteront le changement. Nous pouvons nous unir pour mener des actions et des campagnes spécifiques, mais il demeure important que nos préoccupations particulières ne s'égarerent pas dans la convergence. Le concept de convergence doit tenir compte de la notion de pluralisme.

La Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres antipersonnelles est un bon exemple de convergence réussie. Des groupes différents décidèrent de s'unir pour régler cette question. Ils menèrent cette campagne avec succès, tout en préservant leur autonomie et en travaillant en priorité sur leurs enjeux respectifs.

De nombreux facteurs entravent la convergence: en premier les limites de temps, ainsi que la compétition féroce que se livre les ONG pour accéder aux dollars distribués par les gouvernements et les donateurs. Pour réussir, les stratégies de convergence nécessitent de l'énergie, du temps et des ressources. Le résultat n'est pas spontané, la convergence exige un engagement soutenu.

Q: Quels sont les facteurs communs à nos mouvements?

Q: Comment travailler ensemble de façon plus efficace?

Q: Comment insuffler le désir continu d'apprendre les uns des autres?

Themes Arising from Small Group Discussions

These last four points were culled from a ‘brainstorm’ on visions / themes. Participants broke into four groups to discuss these issues further.

Convergence

While it would be counterproductive to try and form one single global social movement, our struggles are mutually complementary and by working together we can get more done than when we work in isolation. We do not want to meld together, but learn to lend each other support. This theme came up several times in the Symposium under the concept of ‘convergence.’

Convergence is an intentional act – it is more than just hoping that our cumulative work will make change happen. We can come together for specific actions and campaigns, but it is important that our individual issues not get lost in the convergence. The concept of convergence must coincide with the concept of pluralism.

The Land Mines Campaign is a good example of successful convergence. It brings together a diverse set of groups that *converge* to address this particular issue. Many different groups have campaigned successfully on Land Mines, while at the same time maintaining autonomy as they work on their individual focus areas.

There are several factors that hinder convergence: time limitations are key, as well as the stiff competition among NGOs for access to government and donor dollars. Successful convergence strategies take energy, time and resources. It does not just happen – there must be a commitment to converge.

Q: What are the commonalities across our movements?

Q: How can we work together more effectively?

Q: How can we instill a constant stream of learning from each other?

Q: How can we champion each others’ causes and make sure that other movements are represented in our work?

«Nous devons cesser

de produire des
objets non durables

et commencer à
produire du bien-

être.»

Q: Comment devenir les champions des causes des autres et nous assurer que les autres mouvements soient bien représentés au sein de notre travail?

Stratégies économiques alternatives au niveau local

Le groupe constitué pour discuter de cet aspect a repris les thèmes de l'exposé de Nancy Neamtan sur l'économie sociale. Le point de départ de l'économie sociale se trouve dans les besoins de la population locale. Sa cible est l'autosuffisance.

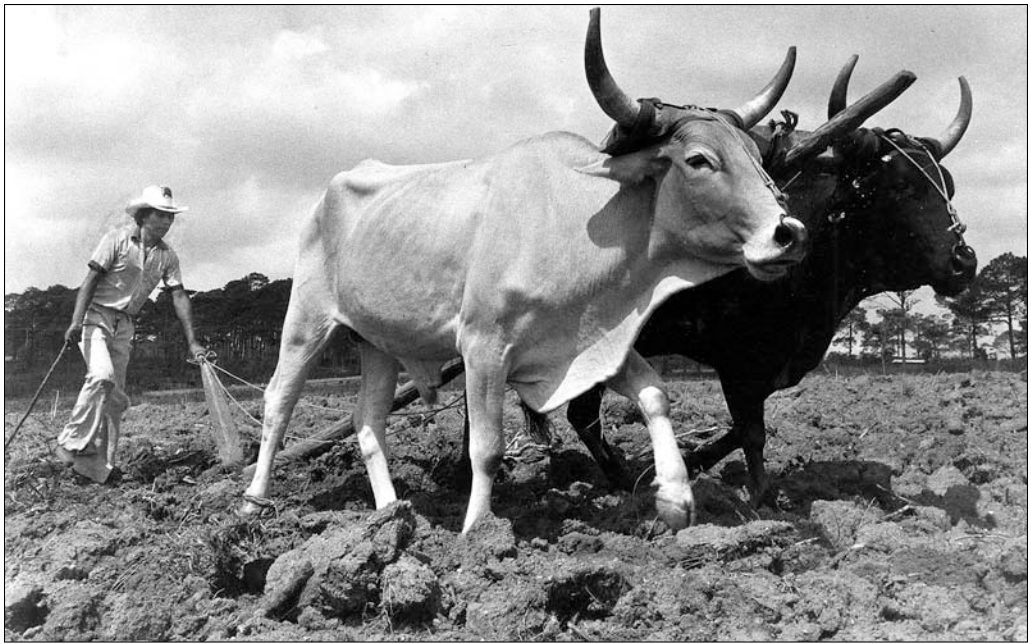
On y a comparé le modèle conventionnel du développement économique local, caractérisé par l'apparition du plus grand nombre possible de cheminées industrielles, à celui de l'économie sociale. Les conséquences de cette approche où le développement économique local s'appuie sur l'industrie font que, lors de la faillite de l'industrie, les communautés et les familles se désintègrent et la violence est alors susceptible d'éclater. De plus, ce type d'économie favorise la création d'une société à deux vitesses.

Nombre d'exemples de succès de l'économie sociale ont été mentionnés, comme le quartier de Pointe St-Charles à Montréal qui a réussi à préserver son dynamisme et ses emplois. La collectivité s'est efforcée de maintenir les industries en place et les emplois des résidents locaux en plus de donner naissance à de nouvelles petites entreprises.

Les systèmes économiques alternatifs de ce genre ne tombent pas des nues. Les gens ont besoin de formation et de développement des compétences. L'appui des politiques et des programmes gouvernementaux est essentiel à la stimulation de l'économie sociale. Malheureusement, au lieu de l'encourager, les politiques gouvernementales entravent souvent le développement de l'économie sociale. Les gouvernements semblent ignorer les moyens de favoriser une économie alternative et investissent rarement les fonds suffisants pour le développement à long terme des collectivités.

Bien qu'il soit important de travailler localement et de devenir autosuffisant, les participants ont reconnu que certaines menaces sont globales par nature. Le réchauffement de la planète nous affectera, aussi autosuffisants soyons-nous devenus. «Si nous ne réglons pas ces problèmes au niveau mondial, ils sauront trouver leur chemin jusqu'à notre porte».

Enfin, on a démontré la pertinence de miser sur le développement des économies sociales locales qui complètent le travail accompli pour réformer l'économie mondiale et limiter le pouvoir des entreprises multinationales.



Alternative / Local Economic Strategies

The group that came together to discuss this issue carried forward the themes raised in Nancy Neamtan's talk on the social economy. The starting point to a social economy is the needs of the local people. The focus is building self-reliance.

The discussion compared the conventional model of local economic development, characterized by "smoke-stack chasing" on the one hand to the social economy on the other. The consequences of the "smoke-stack chasing" model (where the focus of local economic development is attracting industry) is that when industry fails, communities and families break apart and violence is more likely to erupt. Furthermore, this type of economy is more likely to create a two-tiered society.

A number of successful examples of the social economy were cited: The Point St. Charles neighbourhood in Montreal was successful in maintaining a vibrant neighbourhood and local employment. The community worked to keep existing industries alive (and local people employed) and created spin-off small businesses.

Such alternative economic systems do not just sprout up out of nowhere – people need training and capacity building. This means that supportive government policies and frameworks are important in fostering the social economy. Unfortunately, government policies often hinder the creation of a social economy rather than promote

*'We need to stop
producing stuff,
and start producing
well being.'*

«Nous n'avons pas beaucoup d'autres choix que d'agir au niveau local, parce que l'économie mondiale ne satisfait pas les besoins de la grande majorité de la population mondiale.»

Quelques questions soulevées, suite à la présentation de Nancy Neamtan sur l'économie sociale.

Q: Comment l'économie sociale peut-elle «faire compétition» aux Walmarts de ce monde?

Q: Devrions-nous appliquer ce modèle à toutes les entreprises?

Q: Comment promouvoir des politiques qui nous donnent le pouvoir de stimuler l'économie sociale?

Q: Comment inciter les gouvernements à promouvoir un cadre de travail réglementaire qui soit convivial et qui appuie l'économie sociale?

Q: Comment accroître l'investissement dans l'économie sociale?

Q: Comment favoriser l'économie sociale, tout en demeurant critique à l'égard des questions de surconsommation?

Les mouvements sociaux et l'État

La dynamique des relations entre les mouvements sociaux et l'État varie incroyablement d'un pays ou d'un État à l'autre. Les mouvements sociaux canadiens entretiennent avec leur gouvernement une relation bien différente que ne le font les mouvements sociaux en Birmanie, au Nigeria ou au Guatemala par exemple.

Au cours du Symposium, la plupart des discussions sur l'État et les mouvements sociaux ont porté sur le contexte canadien. On a reconnu que les mouvements sociaux du passé ont été capables d'influencer la politique gouvernementale canadienne de façon bien plus efficace que les mouvements actuels. Les organismes de pression disposent de ressources plus limitées, c'est un facteur contribuant à cet état de fait.

Le défi s'explique en partie du fait qu'autrefois le gouvernement canadien s'employait à construire, alors que maintenant il semble démolir. Par exemple, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) mettait davantage l'accent sur les droits de la personne dans les pays étrangers. Aujourd'hui, l'accent est mis sur la «bonne gouvernance», euphémisme utilisé pour s'assurer que de saines politiques de gestion sont en place pour les fins de promotion du commerce et de l'investissement au bénéfice de l'élite corporative canadienne.

La question de la relation entre l'État et les mouvements sociaux a surgi tout au long du Symposium et se retrouve dans quelques-unes des *leçons apprises*. Ce sujet a inspiré plusieurs questions importantes:

Q: L'État est-il victime de la mondialisation de l'économie ou son architecte? Ou les deux?

Q: Quel est aujourd'hui le pouvoir réel de nos députés? Où réside le

it. Governments tend to have a lack of understanding about how to nurture an alternative economy and they rarely invest sufficiently in communities for long-term development.

While it is important to work at the local level and become more self-reliant, participants noted that we must recognize that certain threats are more global in nature. Global warming will still get you no matter how self-sufficient you are: 'if we do not deal with issues at the global level they will end up on our local door step.'

Finally, it was noted that focusing on the development of local social economies mutually compliments the work towards reforming the global economy and restricting the power of transnational corporations.

Some of these questions arose after Nancy Neamtan's presentation on the social economy.

Q: How does the social economy 'compete' with the Walmarts of the world?

Q: Should we apply this model to all business?

Q: How can we promote 'enabling policies' that foster the social economy?

Q: How can we get governments to promote a regulatory framework that is friendly to and supportive of the social economy?

Q: How can we increase investment in the social economy?

Q: How can we foster the social economy, while remaining critical of issues of over consumption?

'We don't have much of a choice but to act at the local level because the global economy is not meeting needs of the vast majority of the world's population.'

Social Movements and the State

The dynamics of the relationship between social movements and the state vary dramatically depending on the state in question. Canadian social movements have a very different relationship with the state than do social movements in Burma, Nigeria or Guatemala, for example.

During the Symposium, most of the discussion surrounding the state and social movements focused on the Canadian context. It was recognized that in the past social movements in Canada were able to influence government policy much more effectively than they are today. Fewer resources available for advocacy contribute to this.

Part of the challenge is that in the past the Canadian government was building, now it seems to be tearing apart. For example, the Canadian International Development Agency (CIDA) used to put more emphasis on human rights in other countries. Today the focus is much more on 'good governance' – a euphemism for ensuring that sound policies are in place to promote trade and investment to benefit the Canadian corporate elite.

«Nous devons
construire un espace
politique pour
pouvoir résister.»

pouvoir? Au sein des gouvernements? Au sein des sociétés? Dans les institutions internationales tels que le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC)? Ou dans tous ces secteurs?

Q: Comment progresser, compte tenu du changement survenu au plan du pouvoir? Comment modifier nos tactiques d'organisation pour faire face efficacement à ce changement? Pouvons-nous régresser vers un moment privilégié d'influence des mouvements sociaux sur le gouvernement? Comment?

Q: Pouvons-nous utiliser les institutions politiques actuelles pour initier le changement ou celles-ci ont-elles abandonné trop de pouvoir à l'élite corporative mondiale pour vraiment faire ce qui doit être fait?

Nouveaux modèles de gouvernance mondiale

Actuellement, les institutions et les systèmes internationaux, surtout dans les domaines du commerce et de la finance, ne sont pas imputables en matière de démocratie. Alors que pouvons-nous faire? Les participants ont discuté les options suivantes: 1) la réforme des institutions politiques existantes ou, 2) la recherche de nouveaux modèles de gouvernance mondiale (par la représentation directe ou indirecte). Sur le plan international, la gouvernance n'est pas évidente et évolue constamment, ce qui complique le choix de stratégies d'attaque à utiliser contre ces modèles émergents et l'élaboration d'un modèle progressiste.

La discussion a également porté sur la réforme du système des Nations Unies. On a suggéré d'abolir le statut de membre du Vatican, de réformer le Conseil de sécurité en éliminant les droits de veto et de recourir à une méthode de rotation pour assurer un meilleur équilibre régional et politique. La création de la Cour pénale internationale est un autre exemple important et représentatif de la gouvernance mondiale en devenir.

Les mouvements sociaux s'autogouvernent de façon nouvelle et créative. Les participants exigent de participer aux processus en cours. Le défi actuel consiste à faire de cette tendance à la participation accrue une tendance au niveau global.

Q: Quels signes positifs pouvons-nous observer dans le processus de création d'un État mondial et/ou d'une société civile internationale?

Q: La réforme des Nations Unies en vaut-elle la peine et / ou voulons-nous explorer de nouvelles formes de gouvernance mondiale?

Q: Voulons-nous créer un modèle mondial de représentation démocratique ou y a-t-il une autre façon d'arriver à une forme de démocratie plus directe?



The question of the relationship between the state and social movements came up throughout the Symposium (and crosses into some of the other *Lessons Learned*). It inspired a number of important questions:

- Q: Is the state the victim of economic globalization or the architect? Or both?*
- Q: How much power do our MPs really have today? Where does power really lie? In governments? In corporations? In international institutions such as the International Monetary Fund / World Trade Organization? All of the above?*
- Q: How can we move forward recognizing the shift in power that has taken place? How can we change our organizing tactics to effectively meet this shift?*
- Q: Is it possible to revert back to a time in which social movements have more influence over government? How might we do this?*
- Q: Is it possible to use existing political institutions to make change happen, or have they given up too much power to the global corporate elite to really deliver what is needed?*

*‘We need to build
political space so
we can resist.’*

New Forms of Global Governance

Currently international institutions and systems, particularly in trade and finance, are democratically unaccountable. So what do we do? Participants discussed the options of 1) reforming existing political

«Nous devons
reprendre notre
pouvoir politique.»

*Q: Qui contrôlera les nouveaux organismes de gouvernance mondiale?
Comment les mouvements sociaux devraient-ils être en rapport avec
avec une structure de gouvernance mondiale «idéale»?*

*Q: Notre énergie devrait-elle se concentrer sur une vue d'ensemble de la
gouvernance mondiale ou est-il stratégiquement préférable de créer,
d'entrée de jeu et progressivement, des structures de gouvernance locale?
Ou devrions-nous travailler simultanément à ces deux niveaux?*

institutions or 2) finding new forms of global governance (either through direct or indirect representation). Governance at the international level is unclear and evolving, so it is difficult to know how to attack the emerging forms of it and build a progressive model for it.

One area of discussion focused on reforming the UN system. Some suggestions were to terminate the Vatican's membership and to reform the Security Council through getting rid of veto powers and ensuring through rotations better regional and political balance. Another important example of global governance in the making is the creation of the International Criminal Court.

Social movements are governing themselves in new and creative ways: participants *demand* participation in the process. The challenge now is to move this trend of increased participation to the global level.

Q: What hopeful signs do we see in the formation of a global state and / or global civil society?

Q: Is the UN worth reforming, and / or do we want to seek new forms of global governance?

Q: Do we want to create a global form of representative democracy, or is there another way to have a more direct form of democracy?

Q: Who would control new global governing bodies? How should social movements relate to an 'ideal' global governance structure?

Q: Should we focus our energy on the big picture of global governance, or is it more strategic to create progressive local governance structures first? Or, do we need to work on both levels at once?

*'We must take
back our political
power.'*

En bout de ligne . . .

«Lorsque nous
pensons à la
nouvelle démocratie,
nous devons
toujours faire le
lien entre classes
sociales et sexes.»

En bout de ligne, nous nous retrouvons avec plus de questions que de réponses. Nous sommes confiants que ces questions d'une grande profondeur pousseront les groupes et les individus à prolonger les discussions importantes amorcées lors de ce Symposium.

Ce Symposium a souligné notre besoin de *(re)construire l'espace politique*. Les participants en ont dénoncé le rétrécissement. Maintenir, sinon élargir la participation des citoyens sur la scène politique est l'un des devoirs qui nous incombe en tant que mouvements sociaux dédiés à promouvoir un changement progressiste.

De plus, les participants ont insisté sur la nécessité de se *(re)approprier la démocratie*. Avec le temps, le terme «démocratie» a été galvaudé et réduit à la notion «d'élections», alors que nous savons bien que la véritable démocratie signifie beaucoup plus. La démocratie est non seulement importante pour la politique avec un grand P, mais devient de plus en plus la clé de l'organisation de nos propres efforts. Car, plus les mouvements sociaux deviennent démocratiques, plus il est facile de promouvoir le développement de la démocratie aux plus hauts niveaux.

Droits et démocratie, l'organisme dont Warren Allmand fut président, a élaboré un tableau de dix (10) critères et indicateurs d'une société démocratique déterminant le niveau démocratique des systèmes en place et nous aidant à promouvoir une véritable démocratie à tous les niveaux:

Dix critères et indicateurs d'une société démocratique:

1. Élections libres, équitables et régulières
2. Système judiciaire indépendant
3. Législature indépendante
4. Respect de la primauté du droit
5. Respect total des droits de la personne, incluant les droits des minorités et l'égalité des sexes
6. Distribution équitable de la richesse
7. Contrôle civil de l'armée

In the End . . .

In the end we are left with more questions than answers. The hope is that these insightful questions will inspire groups and individuals to carry on the important discussions that began at this Symposium.

This Symposium highlighted our need to *(Re)Build Political Space*. Participants made it clear that over time political space has shrunk. Part of our duty as social movements seeking progressive change is to maintain (and if possible) widen the scope for citizen's political participation.

In addition, participants stressed the need to *(Re)Claim Democracy*. The term democracy has been compromised over time – it has come to mean 'elections' when we know that in fact true democracy means much more than this. Not only is democracy important for big P Politics, but it is becoming increasingly key in our own organizing efforts. The more democratic social movements become, the easier it is to push for democracy at higher levels.

Rights and Democracy, the organization of which Warren Allmand was President, has come up with 10 indicators that can help us determine the extent to which a system is in fact democratic – and help us push for true democracy at all levels:

*'We must connect
class / gender at all
times when
thinking of new
democracy.'*

Ten Indicators of Democracy

1. Free, fair and regular elections
2. An independent judiciary
3. An independent legislature
4. Respect for the rule of law
5. A full respect for human rights including minority rights and gender equity
6. An equitable distribution of wealth
7. The control of the military by the civil authority
8. Access to government information and government accountability to the public

«Personne n'atteint

100% dans

l'atteinte de ces

indicateurs.»

WARREN ALLMAND

8. Accès à l'information gouvernementale et imputabilité des gouvernements envers les populations
9. Société civile vibrante et active
10. Processus de consultation continue entre le gouvernement et la société civile

M. Allmand termina sa prestation en citant un extrait du rapport de la Commission de gouvernance globale «Notre voisinage global» (1995). Cette citation résume bien certains sentiments partagés qui ont émergé au cours du Symposium:

«Pour que la mondialisation soit un processus positif, un système de gouvernance mondiale s'impose. Le processus global de décision nécessite l'établissement d'institutions multilatérales. La création de mécanismes de gouvernance appropriés doit être davantage inclusive et participative, c'est-à-dire, plus démocratique que dans le passé. La gouvernance mondiale favorisera la citoyenneté planétaire et fonctionnera de façon à inclure les groupes aliénés et marginalisés de notre société internationale. Enfin, la gouvernance mondiale travaillera à assujettir la règle du pouvoir et de l'économie arbitraires, le pouvoir politique ou militaire, à la primauté du droit au sein de la société internationale.»

Il arrive parfois qu'au sein de notre travail dans les mouvements sociaux, nous soyons aveuglés par nos préoccupations et que nous oublions de prendre du recul, pour apprécier notre contribution à la réalisation d'un changement positif. Les participants nous ont rappelé que nous ne devons pas oublier les changements positifs déjà survenus et célébrer nos succès. Nous pouvons, par exemple, nous rappeler les changements intervenus dans les droits des gais et des lesbiennes au Canada, ces vingt dernières années, et constater que c'est le jour et la nuit (pas une journée éclatante, mais nous pouvons être fiers des changements dans ce domaine et dans d'autres). Tel qu'observé par M. Allmand, les années 1965 à 1980 ont été une période de changements progressistes au Canada et les mouvements sociaux ont été le pivot de ces changements. C'est en travaillant ensemble que nous pourrions trouver les façons d'ouvrir l'espace politique.

M. Allmand nous a rappelé que l'apartheid est révolu, que le mur de Berlin est tombé et que le Timor-Oriental est une nation indépendante. Bien que les tendances actuelles ébranlent les avancées positives faites au cours des dernières années, nous devons nous rappeler le long chemin parcouru.

Les participants ont également observé qu'il existe souvent une rupture entre notre action et nos objectifs. Nous devons prendre le

9. A vibrant and active civil society
10. A process for on-going consultation by the government with civil society

Allmand ended his closing remarks with a quote from the 1995 report from the Commission on Global Governance 'Our Global Neighbourhood'. It sums up some common sentiments that arose throughout the Symposium:

'For globalization to be a positive process, it needs an effective system of global governance. Global decision making needs to build institutions at many levels. The creation of adequate governance mechanisms must be more inclusive and participatory, that is, more democratic than in the past. Global governance will foster global citizenship and will work to include the alienated and marginalized segments of national and international society. Finally, global governance will work to subject the rule of arbitrary power, arbitrary economic, political or military power, to the rule of law within global society.'

Sometimes in our work in social movements we get stuck in our issues, and forget to take a step back and realize the good we have done. Participants reminded us that we must not forget all the positive things that have changed over time and celebrate our success. For example, we can look back at the changes in gay and lesbian rights in Canada over the past 20 years and see that it is night and day ('not clear day, but we can be proud of the changes in this and other areas'). As Allmand noted, 1965 to 1980 were years of progressive change in Canada – and social movements were pivotal in shaping those changes. By working together we can find ways to open up political space once again.

Allmand reminded us that Apartheid is over, the Berlin Wall has crumbled, and East Timor is an independent nation. Though current trends challenge many of the positive steps we have taken over time, we cannot forget how far we have come.

Participants also noted that there is often a disconnect between what we are doing and our goals. We need to take time to reflect on our actions to see if they are getting us where we want to go. This entails finding creative ways to move from Protest to Proposal and from Theory to Practice. It is about making sure that our actions are strategic and effective.

As the flow of discussion throughout the Symposium indicated, we are at a juncture in which we have to resist. While this does compromise our capacity to build, alongside our resistance we can

*'No one gets
100% on these
indicators.'*

WARREN ALLMAND

*'We are in a
process of creating
a new kind of
democracy –
globally.'*

«Nous sommes
engagés, mon-
dialement, dans un
processus de
création d'une
nouvelle forme de
démocratie.»

temps de réfléchir sur notre action de façon à évaluer si elle nous conduit là où nous voulons aller. Dans ce but, il faut chercher des façons créatives pour passer de la *protestation* à la *proposition* et de la *théorie* à la *pratique*. Il s'agit de s'assurer que nos actions soient stratégiques et efficaces.

Comme l'a démontré le dynamisme des discussions tout au long du Symposium nous sommes dans une conjoncture où nous devons *résister*. Bien que cette situation puisse entraver notre capacité à construire, nous pouvons tirer leçon des enseignements passés et multiplier nos succès futurs. Nous pouvons poursuivre cette longue quête et essayer d'imaginer ce que nous ferons *lorsque nous gagnerons*. Même dans le contexte exigeant d'un monde global, nous pouvons continuer, dans tous nos mouvements, à promouvoir la participation des citoyens et le développement de la démocratie.

learn lessons from the past and multiply our successes. We can continue the long journey of figuring out what to do when we win. Even in the difficult context of a globalized world, we can continue, in all our movements, to promote citizens' participation and democracy.

Participants et personnes-ressources

Les désignations de titres sont dans leur langue originale, le cas échéant.

Président

M. **Budd L. Hall** est doyen de la faculté d'éducation de l'Université de Victoria. A titre bénévole, il est président du Conseil consultatif du *Coady International Institute* à l'Université St. Francis Xavier, vice-président de la Commission sectorielle de l'éducation à la Commission canadienne pour l'UNESCO et membre exécutif du *Canadian Network for Democratic Learning* (CANDLE).

Pendant ses années de formation, le Dr Hall a travaillé en Afrique, au Nigeria et en Tanzanie. Précédemment, il a assumé les postes suivants: président de département d'éducation des adultes et de développement communautaire à l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario (OISE) de l'Université de Toronto, et secrétaire général du Conseil international d'éducation des adultes (ICAE). Il se considère comme un éducateur d'adultes participant à des mouvements sociaux et est l'auteur de nombreuses publications. Son ouvrage le plus récent sur le savoir indigène a pour titre *Indigenous Knowledges in Global Perspectives: Multiple Readings of the World*. Il est reconnu pour ses contributions à l'avancement de la recherche participative, une stratégie de développement du savoir qui s'appuie sur la collectivité. Il est aussi poète.

Commentateur

L'Honorable **Warren Allmand**, CP, OC, CR a été président de Droits et Démocratie (Centre international des droits de la personne et du développement démocratique) de février 1997 à mai 2002, suite à une carrière de 33 ans comme député libéral de la circonscription Notre-Dame-de-Grâce. Il est membre de l'Ordre du Canada depuis juillet 2000.

Monsieur Allmand a occupé plusieurs postes ministériels: solliciteur général (1972-76), ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (1976-78) et ministre de la Consommation et des Corporations (1978-79). Au cours de sa carrière parlementaire, Warren Allmand s'est signalé pour son engagement et son dévouement à l'égard de diverses causes humanitaires. Il a oeuvré contre l'apartheid en Afrique du Sud et pour l'abolition de la peine capitale, le renforcement du contrôle des armes à feu, le contrôle des armements et le désarmement, la protection des droits des personnes handicapées, des autochtones, des défavorisés, des personnes âgées, des sans-emploi, des prisonniers et des groupes minoritaires.

Bon nombre d'organismes ont souligné l'excellence de sa contribution, dont l'Université St. Thomas, à Fredericton, Nouveau Brunswick (doctorat honorifique en droit, 1998) et l'Université St. Francis Xavier (doctorat honorifique en droit, 1996) ainsi que le Mouvement canadien pour une fédération mondiale (*World Peace Award*, 1990). Il réside à Montréal.

APPENDIX 1

Participants and Resource People

Chair

Budd L. Hall is the Dean of the Faculty of Education at the University of Victoria. His current voluntary commitments include Chair of the Advisory Council for the Coady International Institute at St. Francis Xavier University, Vice-President for Education of the Canadian Commission for UNESCO, and Executive member of the Canadian Network for Democratic Learning (CANDLE).

Dr. Hall spent many of his formative years working in Africa, in Nigeria and Tanzania. Past positions include Chair of the Department of Adult Education and Community Development at the Ontario Institute for Studies in Education at the University of Toronto, and Secretary-General of the International Council for Adult Education. He calls himself a social movement adult educator and has written and published extensively. His most recent book is on *Indigenous Knowledges in Global Perspectives: Multiple Readings of the World*. His scholarship is best known for his work in participatory research, a community-based knowledge making strategy. He is also a poet.

Commentator

The Honourable **Warren Allmand**, PC, OC, QC served as President of Rights & Democracy (International Centre for Human Rights and Democratic Development) from February 1997 to May 2002, following a 33-year career as a Liberal Member of Parliament for the Montreal riding of Notre-Dame de-Grâce. He was named a member of the Order of Canada in July 2000.

Mr. Allmand has held a number of cabinet posts including Solicitor General, Minister of Indian Affairs and Northern Development and Minister of Consumer and Corporate Affairs. Throughout his parliamentary career he has worked against apartheid in South Africa and for the abolition of the death penalty, tougher gun control legislation, arms control and disarmament and the protection of human rights of disabled persons, native Canadians, the poor, the elderly, the unemployed, prison inmates, and minority groups.

Mr. Allmand has been awarded an Honorary Doctor of Laws by St. Thomas University, Fredericton, N.B. (1998), an Honorary Doctor of Laws by St. Francis Xavier University (1996) and the World Peace Award by the World Federalists of Canada in 1990. He lives in Montreal.

Resource People

John W. Foster is Principal Researcher-Civil Society for the North-South Institute, Ottawa and is an author of numerous articles and studies. He serves on the boards of Common Frontiers Canada and Greenpeace Canada, is a member of the international coordinating committee of Social Watch, and formerly a member of the

Personnes-ressources

M. **John W. Foster** est chargé de recherche principal, Société civile, à l'Institut Nord-Sud à Ottawa et est l'auteur de nombreux articles et études. Il est membre des conseils d'administration de *Common Frontiers Canada*, de *Greenpeace Canada*, du Comité international de coordination de *Social Watch* et membre sortant du Comité international pour le Forum mondial/Conférence des Nations Unies sur le financement du développement à Monterrey, au Mexique (2002).

Mme **Lorraine Guay** a activement participé à l'organisation de la Marche mondiale des femmes (2000). Elle travaille présentement au sein d'un groupe de recherche du Comité de la santé mentale du Québec, ainsi qu'au projet de formation «Mouvements sociaux et citoyenneté» mené dans le cadre des Services aux collectivités de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) en partenariat avec les organismes communautaires. Elle est engagée dans les mouvements de solidarité avec l'Amérique latine et centrale et a travaillé pendant plus de 25 ans au Québec dans les organismes communautaires alternatifs en santé.

Mme **Elizabeth May** est environnementaliste, auteure, activiste et avocate, ainsi que membre de la direction du Sierra Club du Canada, à Ottawa. Elle est membre du conseil d'administration de l'Institut international du développement durable et est vice-présidente sortante de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie. Elle a publié cinq ouvrages et est récipiendaire de plusieurs prix incluant le *United Nations Global 500 Award* en 1990.

Mme **Nancy Neamtan** est directrice du Chantier de l'économie sociale à Montréal. Elle est vice-présidente du développement stratégique pour le RESO (un regroupement voué à la relance économique et sociale du Sud-Ouest de Montréal) après y avoir occupé le poste de directrice exécutive de 1989 à 1998. Elle est aussi co-directrice de l'Alliance de recherche universités/ communautés en économie sociale (ARUC-ÉS) mis en place à l'UQAM.

Secrétariat et rédaction des rapports

Mme **Jessie Smith** est à la direction de *Real Alternatives Information Network* (RAIN) à Vancouver: www.web.net/rain. RAIN vise à sensibiliser et éduquer le public sur les dossiers mondiaux par l'entremise de cours et de séminaires variés en mode interactif.

Coordination du Symposium

Mme **Leslie Kemp** enseigne au sein du *Community and Organizational Development Program*, à l'éducation permanente au Langara College, à Vancouver.

Autres participants

Mme **Kathryn Anderson** coordonne le Guatemala *Breaking the Silence Human Rights Solidarity Program* pour le Centre Tatamagouche en Nouvelle-Écosse.

Mme **Tracy Anderson** est agente de programmes à Jeunesse Canada Monde à Vancouver où elle est engagée dans l'organisation de programmes internationaux, d'éducation au développement pour la jeunesse.

M. **John Argue** est directeur des programmes du Groupe de travail sur la pauvreté à Vancouver et est actif auprès d'Amnistie internationale.

M. **Tyhson Banighen** est fondateur et directeur général *Turtle Island Earth Stewards* (TIES), localisé présentement à Salmon Arm, Colombie Britannique.

M. **Wilf Bean** est directeur des programmes du Centre Tatamagouche en Nou-

International Committee for the Global Forum / UN Financing for Development Conference, Monterey, Mexico (2002).

Lorraine Guay was actively involved in organizing the World March of Women (2000). She currently works as a member of a research group under the Quebec Mental Health Committee, as well as for a training project “Social Movements and Citizenship” under the UQAM’s Community Services programme in collaboration with community organizations. She has also been involved in solidarity movements for Latin America and has worked more than 25 years in various alternative community health organizations in Quebec.

Elizabeth May is an environmentalist, writer, activist and lawyer and is the Executive Director of the Sierra Club of Canada, Ottawa. She also serves on the board of the International Institute for Sustainable Development and is the former vice chair of the National Round Table for the Environment and Economy. She has written five books and is the recipient of several awards including the United Nations Global 500 Award in 1990.

Nancy Neamtan is Executive Director of the Chantier de l’économie sociale, Montréal. She is the Vice-President of Strategic Development for RESO (a group devoted to the economic and social development of southwest Montreal) after having been Executive Director from 1989 to 1998. She is Co-Director of a Community-University Research Alliance (CURA) on Social Economy at *Université du Québec à Montréal* (UQAM).

Recorder / Report Writer

Jessie Smith is the Director of RAIN, in Vancouver – Real Alternatives Information Network: www.web.net/rain. RAIN’s goal is to ‘engage and educate’ on global issues through a variety of interactive courses and workshops.

Symposium Coordinator

Leslie Kemp coordinates and teaches in the Community and Organizational Development Program, in Continuing Studies at Langara College, Vancouver.

Other Participants

Kathryn Anderson coordinates the Guatemala Breaking the Silence Human Rights Solidarity Program for Tatamagouche Centre, Tatamagouche, Nova Scotia.

Tracy Anderson is a program officer with Canada World Youth in Vancouver, where she is involved in organizing international, experiential, development education programs for youth.

John Argue is Program Director of the Working Group on Poverty in Vancouver and is active in Amnesty International.

Tyhsen Banighen is the founder and present Executive Director of TIES-Turtle Island Earth Stewards, currently based in Salmon Arm, BC.

Wilf Bean is Program Director of Tatamagouche Centre, Tatamagouche, Nova Scotia, an adult education and retreat centre operated by the United Church of Canada.

Josée Belleau is an independent consultant in Montréal, working closely with women’s and community groups, developing training sessions and research projects on issues such as women’s carework, social profit indicators, feminist approach in development and democratic practices in community groups.

André Bouthillier is a negotiator for the Canadian Union of Public Employees (CUPE), responsible for CUPE-Quebec for the fight on privatization. He is a

velle-Écosse, un centre d'éducation permanente et de retraite exploité par l'Église Unie du Canada.

Mme **Josée Belleau** est consultante indépendante à Montréal. Elle travaille étroitement avec les groupes communautaires et les groupes de femmes, développe des sessions de formation et des projets de recherche sur des dossiers tels le travail domestique non rémunéré, les indicateurs de profit social, dans une approche féministe du développement et des pratiques au sein des groupes communautaires.

M. **André Bouthillier** est négociateur pour le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), responsable pour le Québec de la bataille sur la privatisation. Il est co-fondateur et président actuel de la Coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau, «Eau Secours»!

M. **Dal Brodhead** est associé et chef de la direction du *New Economy Development Group Inc.*, à Ottawa où il gère un portefeuille de projets de consultation en micro-crédit, en développement commercial et dans les domaines du développement économique rural et communautaire.

M. **Michael Clague** est directeur du *Carnegie Centre* à Vancouver et est membre du conseil d'administration du Carold Institute.

Mme **Darlene Clover** est professeure en éducation des adultes et en études sur le leadership à la Faculté d'éducation de l'Université Victoria.

Mme **Shelagh Day** est co-directrice du *Poverty and Human Rights Project* dont le but est l'amélioration de la compréhension des droits des défavorisés. Elle réside à Vancouver.

M. **Paul Hannon** est directeur de *Mines Action Canada* (MAC) à Ottawa, l'association canadienne membre de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres (CIIMT).

Mme **Elaine Harvey** est représentante officielle de la *Unitarian Universalist Association* et, par son entremise, du Conseil Unitarien du Canada après des Nations Unies où elle a participé aux sessions sur la création de la Cour pénale internationale et sur les enfants. Elle réside à Kingston, en Ontario.

Mme **Diane Laberge** est chargée de programme en éducation au sein de la Commission canadienne pour l'UNESCO, agence autonome qui conseille les autorités gouvernementales canadiennes dans ses relations avec l'UNESCO. À ce titre, elle coordonne les travaux de la Commission sectorielle de l'éducation. Elle est membre du Conseil d'administration du Carold Institute.

M. **Nigel Martin** est président fondateur et actuellement président-directeur général du Forum international de Montréal (FIM) et est l'instigateur et le premier co-président du Comité ONG/Banque mondiale.

Mme **Marguerite Mendell** est directrice adjointe de l'École des Affaires publiques et communautaires de l'Université Concordia. Elle siège au conseil d'administration du Chantier de l'économie sociale du Québec et est co-directrice de l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS) à l'UQAM.

M. **Gordon Selman** est membre du conseil d'administration du Carold Institute et Professeur émérite (éducation des adultes) à l'Université de Colombie Britannique (UBC). Il réside à Bowen Island, en Colombie Britannique.

M. **Paul Senez** est président du conseil d'administration du Sierra Club du Canada et préside le Comité de direction du Sierra Club en Colombie-Britannique. Il est aussi président du Conseil d'administration du *British Columbia Environmental Network* (BCEN).

Mme **Priscilla Settee** est directrice du *Indigenous Peoples Program* à la Division de la formation des adultes de l'Université de la Saskatchewan à Saskatoon. Elle est active

cofounder and current President of the Quebec Coalition for a Responsible Management of Water – Eau Secours!

Dal Brodhead is a Partner and the Chief Executive Officer at the New Economy Development Group Inc., in Ottawa where he manages a portfolio of consulting projects in the micro-credit, enterprise development, and in the fields of rural and community economic development.

Michael Clague is the Director of the Carnegie Centre in Vancouver and is a board member of the Carold Institute.

Darlene Clover is a professor of adult education and leadership studies in the Faculty of Education at the University of Victoria.

Shelagh Day is Co-Director of the Poverty and Human Rights Project, whose goal is to increase understanding of the rights of the poorest people. She lives in Vancouver.

Paul Hannon is the Executive Director of Mines Action Canada (MAC), in Ottawa, the Canadian member organization of the International Campaign to Ban Landmines (ICBL).

Elaine Harvey is the Official NGO Representative of the Unitarian Universalist Association and, through it, the Canadian Unitarian Council at the United Nations where she participated in UN sessions for the establishment of the International Criminal Court, and the UN Special Session on Children. She lives in Kingston, Ontario.

Diane Laberge is Education Programme Officer at the Canadian Commission for UNESCO, an arm's length agency that advises the Canadian government on its relations with the international body. In this capacity, she coordinates the work of the Sectoral Commission on Education. She is a board member of the Carold Institute.

Nigel Martin is currently Founding President / CEO of Forum international de Montréal (FIM) and is the originator and first Co-chair of the World Bank / NGO Committee.

Marguerite Mendell is Vice-Principal of the School of Community and Public Affairs, Concordia University and serves on the Board of the *Chantier de l'économie sociale* in Quebec and is Co-Director of Community-University Research Alliance (CURA) in the Social Economy (Quebec).

Gordon Selman is a board member of the Carold Institute and Professor Emeritus (of Adult Education) at the University of BC. He lives in Bowen Island, BC.

Paul Senez is the President of the Board of the Sierra Club of Canada and chairs the Executive Committee of the Sierra Club of British Columbia. He is also the Chair of the Board of the British Columbia Environmental Network.

Priscilla Settee works as Director of the Indigenous Peoples Program at the Extension Division of the University of Saskatchewan, in Saskatoon and is active with many community-based organizations including Iskwewak Indigenous Young Women's Leadership Program and the Iskwewak Young Women's Indigenous International Internship Program.

Doug Soo, Dean of Continuing Studies at Langara College, has an extensive background in education, youth programs and community development. He serves on the boards of several non-profit organizations.

Barbara Bachrach Taylor currently volunteers at the David Suzuki Foundation, serves on the board of the People's Co-op Bookstore in Vancouver and is immediate past Program Chair of the Vancouver branch of Women's International League for Peace and Freedom (WILPF).

Alan Thomas is President of the Board of the Carold Institute, a former Profes-

au sein de nombreux organismes communautaires incluant l'*Iskwewak Indigenous Young Women's Leadership Program* et l'*Iskwewak Young Women's Indigenous International Internship Program*.

M. **Doug Soo** est doyen de l'éducation permanente au Langara College et possède une vaste expérience en éducation, dans les programmes jeunesse et le développement communautaire. Il est membre de nombreux conseils d'administration d'organismes sans but lucratif.

Mme **Barbara Bachrach Taylor** est actuellement bénévole auprès de la *David Suzuki Foundation*, siège au conseil d'administration du *People's Co-op Bookstore* à Vancouver et est présidente sortante du programme de la succursale de Vancouver de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (LIFPL).

M. **Alan Thomas** est président du Conseil d'administration du Carold Insitute, ex-professeur en éducation des adultes à l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario (OISE) de l'Université de Toronto et est membre du Conseil d'administration de *Routes To Learning* au Canada. Il réside à Toronto.

M. **Len Usiskin** administre la *Quint Development Corporation*, co-dirige le module de recherche CED pour le *Community University Institute for Social Research* de l'Université de Saskatchewan et siège aux Conseils d'administration de la *Community First Development Fund* et du *Saskatoon Housing Initiative Partnership*.

M. **Mathew Zachariah** est professeur émérite en éducation et professeur à la Faculté d'éducation de l'université de Calgary. Il est vice-président de la Commission sectorielle de la culture, des communications et de l'information et membre du Comité exécutif de la Commission canadienne pour l'UNESCO.

sor of Adult Education at OISE / University of Toronto and serves on the board of Routes To Learning, Canada. He lives in Toronto.

Len Usiskin manages Quint Development Corporation, co-directs the CED research module for the Community University Institute for Social Research at the University of Saskatchewan, and serves on the boards of the Community First Development Fund, and the Saskatoon Housing Initiative Partnership.

Mathew Zachariah is an Emeritus Professor of Education and Faculty Professor in the Faculty of Education at the University of Calgary. He is a member of the Executive Committee of the Canadian Commission for UNESCO and is Vice-Chair of the Sectoral Commission of Culture, Communication and Information.

Commanditaires



The Carold Institute for the Advancement of Citizenship in Social Change

Le Carold Institute, précédemment *The Clare and Harold Clark Institute for the Study of Charitable Activities in Canada*, a été fondé en 1989, principalement par Madame Clare Clark, en collaboration avec Alan Thomas, Gordon Selman et Win Hewerson. Son but: «l'étude et l'avancement de l'engagement et des organismes bénévoles au Canada, dans le contexte de la citoyenneté et du changement social.» L'Institut soutient que l'apprentissage, dans le contexte de la participation bénévole, individuelle et collective, est le fondement de la démocratie.

Les principales activités de l'Institut sont:

- L'étude de l'engagement bénévole, ses activités et ses organisations sous toutes ses formes au Canada et à l'étranger
- L'avancement de la compréhension par le public de l'apport significatif du travail bénévole à la vie canadienne
- Le soutien de séminaires, symposia, conférences, et publications reliées à la citoyenneté et à l'action bénévole
- La collaboration avec les agences publiques et privées qui contribueront à ces objectifs.



Commission canadienne pour l'UNESCO

La Commission canadienne pour l'UNESCO célébrait son 45^e anniversaire en 2002. La Commission canadienne pour l'UNESCO, l'une des 189 commissions nationales indépendantes dans le monde, est un forum de rencontre pour la société civile et les instances gouvernementales dans les champs de compétences de l'UNESCO en éducation, en sciences, en culture et en communication. Elle conseille le Gouvernement du Canada en ce qui a trait aux programmes et aux activités de l'UNESCO. Son mandat inclut le soutien aux événements qui font la promotion du dialogue sur les questions significatives de portée nationale et internationale pour la société civile.

L'énoncé de vision de la Commission est:

«S'inspirant de la vision de l'UNESCO, c'est-à-dire une culture durable de la paix fondée sur la collaboration intellectuelle et morale de l'humanité, la Commission canadienne pour l'UNESCO préconise activement ces principes: la promotion de la culture et de la démocratie au moyen de la mise en commun d'idées et de connaissances; la justice et l'égalité pour tous; la liberté de pensée, d'expression et de communication; la promotion de la tolérance; l'accès à l'éducation et à l'information; l'affirmation de cultures et d'identités spécifiques, qui font partie intégrante de la richesse de l'humanité; le respect des cultures indigènes; la préservation du patrimoine mondial et de l'environnement naturel.»

Sponsoring Organizations

The Carold Institute for the Advancement of Citizenship in Social Change

The Carold Institute, formally known as **The Clare and Carold Clark Institute for the Study of Charitable Activities in Canada**, was founded in 1989, principally by Mrs. Clare Clark, with the assistance of Alan Thomas, Gordon Selman, and Win Hewerson. Its purpose is the “study and promotion of voluntary action and voluntary organization in Canada, in the context of citizenship and social change”. The Institute is committed to the belief that learning, in the context of voluntary participation, individual and collective, is the foundation of democracy.

The primary activities of the Institute are:

- The study of voluntary activity and organization in all of its varieties in Canada and abroad
- The promotion of public understanding of the significance of voluntary action in Canadian life
- The support of seminars, symposia, conferences, and publications related to citizenship and voluntary action
- Collaboration with public and private agencies that will contribute to these objectives.

The Canadian Commission for UNESCO

The Canadian Commission for UNESCO celebrated its 45th anniversary in 2002. One of 189 National Commissions throughout the world, the Canadian Commission for UNESCO serves as a meeting place for civil society and government authorities in the areas of UNESCO’s competence: education, science, culture and communication. It advises the Canadian Government on UNESCO’s programmes and activities and supports events that promote dialogue on issues of national and international significance in civil society.

The Commission’s vision statement is:

“Inspired by UNESCO’s vision of a durable culture of peace built on the intellectual moral solidarity of humankind, the CCU actively advances the following principles: the promotion of culture and democracy through the sharing of ideas and knowledge; justice and equality for all; freedom of thought, expression and communication; the promotion of tolerance; access to education and information; the affirmation of specific cultures and identities as integral parts of the richness of humanity; a respect for indigenous culture and the preservation of the world’s heritage and natural environment.”

Langara College Continuing Studies

Langara College provides accessible education that meets the needs of a diverse community and is dedicated to lifelong learning and public service through education. Langara Continuing Studies advances continuing education activities that are



Langara College Continuing Studies

Le Langara College offre des programmes d'études accessibles qui satisfont les besoins d'une communauté diversifiée et se consacre à l'éducation permanente et au service public par l'éducation. L'éducation permanente du Langara College propose des activités de formation continue centrées sur la communauté et sur les apprenants adultes. Des programmes en collaboration avec des organismes reconnus dans la communauté contribuent à l'enrichissement du milieu d'apprentissage du Collège.

Des programmes d'affaires publiques et de développement communautaire reliés à la participation des citoyens et à la démocratie sont offerts, incluant un Institut voué au leadership communautaire, des Journées de dialogue, des cours et des forums. En 2001, le Collège a été l'hôte d'une rencontre, organisée en collaboration avec d'autres organismes, sur la pratique de la démocratie «Pratiquer la démocratie: comment pouvons-nous participer? Comment pouvons-nous influencer?»

community-driven and student-focused. Collaborative programs with recognized bodies in the community further enrich the learning environment of the College.

Community development and public affairs programs related to citizen participation and democracy are offered including a Community Leadership Institute, Dialogue Days, courses and forums. In 2001, it organized (with other organizations) and hosted a conference on Doing Democracy: How Can You Participate? How Can You Influence?



ANNEXE 3

Hyperliens de référence

Voici quelques sites Web utiles pour faire le suivi et approfondir les thèmes abordés au Symposium:

<http://www.ichrdd.ca> (Droits et Démocratie)

<http://www.nsi-ins.ca/> (Institut Nord-Sud)

<http://www.chantier.qc.ca/> (Chantier de l'économie sociale)

<http://www.ffq.qc.ca/marche2000/> (Marche mondiale des femmes)

<http://www.sierraclub.ca/national> (Sierra Club du Canada)

<http://www.iccnw.org> (Coalition pour la Cour pénale internationale)

<http://www.eausecours.org> (Sur la privatisation de l'eau au Québec)

<http://www.fimcivilsociety.org> (Forum international de Montréal (FIM) se spécialise dans la participation de la société civile au sein des institutions multilatérales)

<http://www.minesactioncanada.com> (Mines Action Canada)

<http://www.web.net/rain> (Real Alternatives Information Network)

<http://www.unesco.ca> (Canadian Commission for UNESCO)

APPENDIX 3

Web Sites

Here are a few useful web sites for following up on the themes raised at the Symposium:

<http://www.ichrdd.ca> (Rights and Democracy)

<http://www.nsi-ins.ca/> (North South Institute)

<http://www.chantier.qc.ca/> (Chantier de l'économie sociale)

<http://www.ffq.qc.ca/marche2000/> (World March of Women)

<http://www.sierraclub.ca/national> (Sierra Club of Canada)

<http://www.iccnw.org> (Coalition for the International Criminal Court)

<http://www.eausecours.org> (on privatization of water in Quebec)

<http://www.fimcivilsociety.org> (Montreal International Forum (FIM) website specialized on civil society participation in multilateral institutions)

<http://www.minesactioncanada.com> (Mines Action Canada)

<http://www.web.net/rain> (Real Alternatives Information Network)

<http://www.unesco.ca> (Canadian Commission for UNESCO)

Citoyenneté et mondialisation : exploration de la participation et de la démocratie dans un contexte de mondialisation : actes du symposium, juin 2002 = Citizenship and globalization : exploring participation and democracy in a global context : symposium, June 2002.

Publié en collab. avec: Commission canadienne pour l'Unesco, Langara College Continuing Studies.

Actes d'un symposium présenté les 14-16 juin 2002 au Langara College, Vancouver.

Texte en français et en anglais.

ISBN 0-9734172-0-X

1. Citoyenneté mondiale — Congrès. 2. Citoyenneté — Congrès. 3. Droits de l'homme (Droit international) — Congrès. 4. Mondialisation — Congrès. 5. Démocratie — Congrès. I. Carold Institute II. Commission canadienne pour l'Unesco III. Langara College. Continuing Studies IV. Titre: Citizenship and globalization.

JZ1320.4.C48 2004

323

C2004-902017-XF

NATIONAL LIBRARY OF CANADA CATALOGUING IN PUBLICATION

Citoyenneté et mondialisation : exploration de la participation et de la démocratie dans un contexte de mondialisation : actes du symposium, juin 2002 = Citizenship and globalization : exploring participation and democracy in a global context : symposium, June 2002.

Co-published by: Canadian Commission for Unesco, Langara College Continuing Studies.

Proceedings of a symposium held 14-16 June 2002, Langara College, Vancouver.

Text in French and English.

ISBN 0-9734172-0-X

1. World citizenship — Congresses. 2. Citizenship — Congresses. 3. Human rights — Congresses. 4. Globalization — Congresses. 5. Democracy — Congresses. I. Carold Institute II. Canadian Commission for Unesco III. Langara College. Continuing Studies IV. Title: Citizenship and globalization.

JZ1320.4.C48 2004

323

C2004-902017-XF

THE CAROLD INSTITUTE FOR ADVANCEMENT OF CITIZENSHIP IN GLOBAL CHANGE
Box 1060, Station Q | Toronto, Ontario, Canada | M4F 2P2

PRINTED ON 100% POST-CONSUMER RECYCLED PAPER. PRINTED AND BOUND IN CANADA.

The Carold Symposium was an exploration of the democratic worldview that social movements are pursuing and their strategies for local and global citizenship.

Le Symposium organisé par Carold Institute a voulu explorer la vision démocratique du monde poursuivie par les mouvements sociaux ainsi que leurs stratégies pour construire une citoyenneté au niveau local et mondial.

THE CAROLD
INSTITUTE
FOR THE
ADVANCEMENT
OF CITIZENSHIP
IN SOCIAL CHANGE



Design: Rand Berthaudin
Photos: Elaine Brière

Printed on 100% post-consumer recycled paper

ISBN: 0-9734172-0-X



CDN: \$19.95
USA: \$15.95